



MERCREDI 5 AOÛT 2020

Si Dieu était tout puissant il y aurait des arbres sur la lune.

- ▶ **Énergie renouvelable : Pas de solution pour la société de consommation** p.1
- ▶ **Les finances d'ExxonMobil continuent de se dégrader au cours du deuxième trimestre 2020** (Steve Rocco) p.1
- ▶ **Champs de rêves brisés** (Tom Lewis) p.
- ▶ **Les schistes américains face à une nouvelle série de faillites** p.
- ▶ **Le COVID-19 est un signal d'alerte précoce pour notre violation des frontières planétaires** (Nafeez Ahmed) p.9
- ▶ **Six semaines de couvre-feu pour les cinq millions d'habitants de Melbourne** p.29
- ▶ **Manger de la viande et en mourir** (Michel Sourrouille) p.30
- ▶ **FUSION, EFFONDREMENT ET TOUJOURS FANTASIA CHEZ LES FOUS...** (Patrick Reymond) p.31
- ▶ **Le commerce des bunkers souterrains est en plein essor alors que les événements mondiaux s'emballent** (Michael Snyder) p.32

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La grande crise financière de 2006-2009 n'a jamais été résolue, elle a été reportée. La prochaine fois, elle sera trop grosse pour l'être à nouveau.** p.35
- ▶ **Morgan Stanley : préparez-vous au retour de l'inflation** p.35
- ▶ **L'âge moyen des voitures et des camions sur la route établit un record, il va augmenter pendant la pandémie alors que les ventes de véhicules neufs plongent au niveau des années 1970** p.37
- ▶ **Un vaccin pour la vente au détail ? Ma vue des tranchées** p.42
- ▶ **Le Bureau du Recensement a présenté son sinistre point de vue sur le choc de l'emploi pendant la pandémie : Pas encore d'amélioration** p.45
- ▶ **Pourquoi tant de villes sont paralysées** (John Rubino) p.48
- ▶ **Editorial: les gouvernants, les idées, les marchés n'expriment plus que le passé qui se meurt.** (Bruno Bertez) p.50

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Énergie renouvelable : Pas de solution pour la société de consommation

TED TRAINER The International Journal of INCLUSIVE DEMOCRACY, vol.3, no.1, (January 2007)
[Jean-Pierre: vraiment excellent. Lui il a compris.]



Soudain, les problèmes de l'énergie et de l'effet de serre ont fait la une des journaux et tout le monde sait que des mesures importantes doivent être prises. Quelles mesures ? Eh bien, évidemment, il suffit de passer aux technologies qui permettront de se débarrasser des problèmes ... sans menacer l'économie bien sûr.

Il serait difficile de trouver une hypothèse plus évidente et plus incontestable que celle selon laquelle il sera possible de substituer les sources d'énergie renouvelables aux combustibles fossiles, alors que la société de consommation-capitaliste poursuit sa joyeuse quête d'une richesse et d'une croissance sans limites. Il y a de fortes raisons de penser que cette hypothèse est sérieusement erronée. Voici un résumé de la discussion dans mon livre à paraître, *Renewable Energy Cannot Sustain Consumer Society* [1].

Les limites des énergies renouvelables ont été presque totalement ignorées comme sujet d'étude, même (surtout) dans le domaine des énergies renouvelables. De puissantes forces idéologiques sont à l'œuvre dans ce domaine. Personne ne veut même penser à la possibilité que ces sources ne soient pas en mesure de garantir un niveau de vie toujours plus élevé et une croissance économique illimitée.

Il est nécessaire de diviser une discussion sur le potentiel des énergies renouvelables en deux parties, l'une concernant l'électricité et l'autre les combustibles liquides. Les combustibles liquides posent le plus gros problème.

1. L'électricité

De nombreuses sources pourraient fournir de l'électricité renouvelable, mais les trois principales sont l'éolien, le solaire photovoltaïque et le solaire thermique.

a) Le vent

L'examen des cartes des vents indique que la quantité annuelle d'énergie éolienne disponible pourrait bien être considérablement supérieure à la demande, mais la question importante est de savoir quelle fraction de cette énergie peut être récoltée compte tenu du problème de variabilité, c'est-à-dire qu'il y a parfois peu ou pas de vent. Dans le passé, on supposait généralement que, pour cette raison, le vent pouvait contribuer jusqu'à 25 % de la demande. Cependant, les Allemands, qui possèdent beaucoup plus d'éoliennes que tout autre pays, et le Danemark, qui a le plus haut ratio de production éolienne par rapport à la consommation d'électricité, ont rencontré des problèmes pour "intégrer" le vent dans le réseau alors que le vent ne fournit qu'environ 5% de la demande[2]. (La production du Danemark équivaut à environ 18 % de la demande, mais la majeure partie de cette production n'est pas utilisée localement et est exportée).

Une usine située sur un bon site peut fonctionner dans le temps à 33% de sa capacité maximale ou "de pointe", mais cela ne doit pas être considéré comme une performance probable de tout un système éolien. Sharman rapporte que même au Danemark, en 2003, la production moyenne du système éolien était d'environ 17% de sa

capacité de pointe et était tombée à environ 5% pendant plusieurs mois d'affilée. Le rapport E.On Netz pour l'Allemagne, le pays qui compte le plus grand nombre d'éoliennes, indique également qu'en 2003, la capacité du système était de 16 %, et d'environ 5 % pendant plusieurs mois. Ils soulignent que 2003 a été une bonne année éolienne.

Un autre problème important est que, comme le vent ne souffle parfois pas du tout, dans un système où le vent fournit une grande partie de la demande, il pourrait y avoir presque autant de capacité de secours provenant d'autres sources qu'il y a de capacité de production d'énergie éolienne. E.On Netz a souligné ce problème en ce qui concerne la

L'expérience allemande. Ainsi, si nous construisons beaucoup de parcs éoliens, nous devons peut-être construire presque autant de centrales au charbon, au gaz ou nucléaires vers lesquelles nous tournerons de temps en temps. Cela signifie que les sources renouvelables ont tendance à être alternatives plutôt qu'additives. Nous pourrions avoir à construire deux ou même quatre systèmes distincts (éolien, photovoltaïque, solaire thermique et charbon/nucléaire), chacun capable de répondre à une grande partie ou à la totalité de la demande, avec l'équivalent d'un à trois systèmes en veille permanente. Ce serait évidemment très coûteux.

En outre, les réseaux de distribution d'électricité devraient être renforcés et étendus, en particulier pour faire face à la nouvelle tâche consistant à permettre l'envoi de grandes quantités d'énergie à partir de l'endroit où les vents étaient forts à ce moment-là. Les centrales au charbon ou nucléaires n'ont pas ce problème. Ces coûts doivent être ajoutés pour obtenir le coût total des systèmes renouvelables.

Davey et Coppin [3] ont réalisé une étude précieuse sur ce que serait la situation si un système éolien intégré regroupait la production des usines sur 1 500 km du sud-est de l'Australie. Coppin souligne que cette région dispose de meilleures ressources éoliennes que l'Europe en général. Relier les éoliennes de toutes les parties de la région permettrait de réduire considérablement la variabilité de l'approvisionnement en électricité, mais celle-ci resterait importante. Le calme affecterait toute la région pendant plusieurs jours. Selon mon interprétation de leur figure 3, le système agrégé produirait à moins de 26 % de sa capacité environ 30 % du temps, et pendant 20 % du temps, il serait à moins de 20 % de sa capacité. Il est évident qu'un très grand système éolien devrait être soutenu par un autre système d'approvisionnement important et très fiable, et ce système serait appelé à produire beaucoup (... et dépasserait les limites d'émissions de gaz à effet de serre).

Le stockage de l'électricité ?

Ces problèmes de variabilité et d'intégration pourraient être résolus si l'électricité pouvait être stockée en grandes quantités. Cela n'est pas possible et aucune solution satisfaisante n'est prévue. La meilleure option est d'utiliser l'électricité pour pomper l'eau dans les bacs, puis de la produire avec celle-ci plus tard. Cela fonctionne bien, mais la capacité est très limitée. La capacité mondiale de production d'hydroélectricité est d'environ 7 à 10 % de la demande d'électricité, de sorte qu'il y a souvent des moments où elle est loin de pouvoir compléter l'offre.

b) Électricité solaire photovoltaïque

Le gros problème du photovoltaïque est qu'il s'agit également d'une source intermittente, et sa contribution possible à un système d'énergie entièrement renouvelable est donc assez limitée sans la capacité de stockage à très grande échelle. Aussi bon marché qu'il soit devenu, il ne peut rien alimenter pendant environ 16 heures par jour, ou pendant une série de jours nuageux. C'est une bonne chose (bien que coûteuse) lorsqu'elle peut alimenter les excédents des toits des maisons, etc., dans un réseau fonctionnant au charbon, tout en tirant de

l'énergie de ce réseau la nuit. Mais cela ne fonctionne que lorsque de nombreuses centrales au charbon ou nucléaires fonctionnent en permanence pour agir comme une "batterie" géante dans laquelle le photovoltaïque peut envoyer les excédents.

c) Électricité solaire thermique

Après l'éolien, la meilleure option de l'Europe pour l'électricité renouvelable sera probablement les centrales solaires thermiques situées dans la région du Sahara. Celles-ci imposeront des pertes de transmission importantes, mais leur grand avantage est leur capacité à stocker de l'énergie sous forme de chaleur pour produire et transmettre de l'électricité lorsque c'est nécessaire. Cependant, l'ampleur du potentiel est incertaine, et particulièrement douteuse en hiver. Les systèmes solaires thermiques à capteurs cylindriques ne fonctionnent pas très bien lorsque l'incidence solaire est faible. Même dans les meilleurs endroits, la production en hiver représente environ 20 % de la production en été. L'incidence hivernale de l'énergie solaire dans le Sahara n'est pas si impressionnante, peut-être 6 kWh/m/j vers la Libye et l'Égypte et loin au sud de la Méditerranée.

Les paraboles solaires thermiques sont plus performantes que les auge en hiver, mais elles coûtent plus cher et leur grand inconvénient est que, comme chacune suit le soleil, il est difficile de prendre de la chaleur par des couplages flexibles à un générateur ou à un magasin central. Elles sont développées avec des générateurs à moteur Stirling à chaque point focal, ce qui signifie que l'énergie thermique ne peut pas être stockée pour produire de l'électricité quand on en a besoin. Les systèmes à récepteur central ou à tour peuvent stocker, mais comme les auge, ils ont des performances réduites en hiver.

Il est probable que les systèmes solaires thermiques ne seront installés que dans les régions les plus chaudes, qu'ils devront alimenter les grands centres de demande par de longues lignes de transmission et qu'ils ne pourront pas apporter une contribution importante en hiver.

Comblent les lacunes avec les combustibles fossiles ?

Les trous laissés par le manque de soleil ou de vent pourraient-ils être comblés par l'utilisation du charbon sans risquer de créer un problème d'effet de serre ? Malheureusement, les lacunes sont beaucoup trop importantes. Les scénarios d'émissions du GIEC[4] indiquent que pour maintenir la concentration de carbone dans l'atmosphère à un niveau sûr, l'utilisation de combustibles fossiles par habitant dans le monde devrait réduire les émissions mondiales de carbone à 2 GT/an maximum. Pour les 9 milliards de personnes prévues, cela signifie que la consommation moyenne de carbone par habitant devrait être d'environ 0,11 tonne par an. Cette quantité générerait environ 0,03 kW ... ce qui représente environ 3 % du taux de consommation d'électricité par habitant dans le monde riche.

Des conclusions sur l'électricité ?

Les énergies renouvelables pourraient fournir une fraction considérable de la demande d'électricité, probablement supérieure à 25 % dans certains pays, mais a) une grande partie de la capacité de production devrait être dupliquée sous forme de centrale fossile ou nucléaire pour être utilisée lorsqu'il y a peu de soleil ou de vent, b) la quantité de charbon encore nécessaire dépasserait de loin les limites d'émission de gaz à effet de serre.

Hydrogène

Il y a de sérieuses raisons pour lesquelles nous ne sommes pas susceptibles d'avoir une économie de l'hydrogène. Si vous produisez de l'hydrogène à partir de l'électricité, vous perdez 30% de l'énergie qui était

présente dans l'électricité. Si vous comprimez, pompez, stockez et réutilisez ensuite l'hydrogène, les pertes à chacune de ces étapes feront qu'environ 25 % seulement de l'énergie produite sera disponible pour être utilisée, par exemple, pour faire tourner les roues d'une voiture alimentée par pile à combustible.

2. Les combustibles liquides

Les limites de l'espoir de répondre à la demande de combustibles liquides par des sources d'énergie renouvelables sont beaucoup plus claires que celles de la demande d'électricité. Une offre à très grande échelle devrait être assurée par l'éthanol produit à partir de la biomasse ligneuse. L'opinion actuelle des principaux chercheurs et agences est qu'à l'avenir il sera possible de produire environ 7 GJ d'éthanol (net de tous les coûts énergétiques de production) à partir de chaque tonne de biomasse[5].

Les habitants de pays riches comme l'Australie utilisent environ 128 GJ de liquides (pétrole et gaz) par an, et pour fournir ces liquides via l'éthanol, il faudrait donc 16,3 tonnes de biomasse chaque année.

Il est probable que pour la production de biomasse à très grande échelle, le rendement sera de 7 t/ha/an. Cela signifie que chaque personne aurait besoin de 2,6 hectares de terres cultivant de la biomasse pour assurer sa consommation de liquide et de gaz (sous forme d'éthanol net, et non d'énergie primaire). Pour fournir les 9 milliards de personnes et plus que nous aurons probablement sur terre d'ici 2060, nous aurions donc besoin de 24 milliards d'hectares de plantations de biomasse.

C'est un léger problème ici ... car la surface totale des terres dans le monde n'est que de 13 milliards d'hectares, et le total des forêts, des terres cultivées et des pâturages ne représente qu'environ 8 milliards d'hectares, presque tous déjà fortement surutilisés. Il faut donc varier les hypothèses ci-dessus comme vous le souhaitez (par exemple, supposer 15 t/ha/an pour les saules cultivés en Europe) et il n'est pas possible d'expliquer comment tous les gens pourraient un jour avoir quelque chose comme la consommation actuelle de combustible liquide du monde riche à partir de la biomasse.

3. L'absurde engagement de croissance

Toutes les références ci-dessus ont porté sur la difficulté ou l'impossibilité de répondre à la demande actuelle d'énergie provenant des énergies renouvelables. Ce n'est pas le problème central pour l'évaluation de la viabilité énergétique de la société de consommation-capitalisme. La question cruciale est de savoir si les énergies renouvelables peuvent répondre à la demande future d'énergie dans une société qui s'est engagée avec acharnement et aveuglement à augmenter sans limite le "niveau de vie" et la production économique. L'absurdité de cet engagement est facile à démontrer.

Si 9 milliards de personnes atteignaient le "niveau de vie" que nous aurons en 2070 dans les pays riches avec une croissance économique de 3 % par an, la production économique mondiale totale serait 60 fois plus importante qu'aujourd'hui !

Ce qui n'est pas généralement reconnu, c'est l'ampleur du dépassement actuel, la mesure dans laquelle les modes de vie des pays riches ne sont pas viables. Ceci est évident à travers un certain nombre d'arguments. Le plus puissant, qui concerne les limites des gaz à effet de serre, a été esquissé ci-dessus. La question de l'"empreinte" en fournit une autre. La surface de terre productive nécessaire pour subvenir aux besoins d'un Australien est de plus de 7 hectares par personne. Le chiffre américain est plus proche de 12 hectares. Cependant, la quantité de terres productives par personne sur la planète est d'environ 1,3 hectare et, lorsque nous atteindrons les 9

milliards, elle sera proche de 0,8 hectare. En d'autres termes, en Australie, nous avons une empreinte environ dix fois plus grande que ce que nous pourrions tous partager. Les chiffres ci-dessus sur l'effet de serre indiquent un multiple de 30+.

De tels multiples signifient que les problèmes ne peuvent être résolus sans une réduction énorme des volumes de production et de consommation industrielle/commerciale en cours, peut-être jusqu'à 10 % des niveaux actuels. Les chiffres sont si importants qu'aucune hypothèse plausible concernant le progrès technique, les économies d'énergie, etc. ne pourrait montrer que les problèmes peuvent être résolus sans passer à une économie à croissance zéro sur une fraction du PIB actuel.

Dans le chapitre 10 de l'ouvrage "Renewable Energy", j'affirme qu'il n'y a aucune possibilité de résoudre les nombreux et énormes problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés si l'on n'abandonne pas l'engagement en faveur de l'affluence et de la croissance. Comme l'indiquent les notes précédentes, la société de consommation-capitalisation est tout à fait insoutenable. Elle implique des taux d'utilisation des ressources et un impact environnemental qui dépassent de loin les niveaux durables, et qui ne pourraient jamais être étendus à tous les habitants de la planète.

La société de consommation-capitalisme est également très injuste, car elle impose un système de marché mondial qui fournit la plupart des richesses du monde aux entreprises et aux consommateurs des pays riches. Une économie de marché oriente inévitablement la capacité de production du tiers monde vers la demande effective des riches et ne peut pas répondre aux besoins des personnes, de la société ou des générations futures. Une fois de plus, il est évident que les problèmes du Tiers Monde ne pourront être résolus tant que les pays riches n'auront pas cessé de s'approprier la majeure partie des richesses mondiales ; comme l'a dit Gandhi il y a longtemps, "les riches doivent vivre plus simplement pour que les pauvres puissent simplement vivre". Cela n'est pas possible dans une société engagée dans l'affluence et la croissance. Ainsi, les considérations de durabilité et de justice conduisent toutes deux à la conclusion que les problèmes ne peuvent être résolus sans un changement systémique énorme et radical.

À mon avis, le facteur essentiel qui détermine la trajectoire de la société occidentale au cours des cent dernières années et dans un avenir proche est la rareté des ressources. La société de consommation s'est enflammée après 1945 grâce à l'abondance du pétrole bon marché. Nous sommes maintenant probablement au sommet de la disponibilité du pétrole et nous nous dirigeons vers un déclin rapide, ce qui signifie probablement un effondrement catastrophique. Certains pensent que 3 milliards de personnes vont probablement mourir au cours des prochaines décennies. (Voir www.dieoff.com) Environ 480 millions sont alimentés par des aliments irrigués par des moteurs à essence.

Ainsi, la réflexion sur les voies alternatives doit se concentrer sur ce facteur de rareté. Il a de puissantes implications pour de nombreux débats sociologiques et philosophiques classiques. Par exemple, cela signifie qu'une bonne société ne peut pas être une société d'abondance. Les marxistes autant que les partisans du libre marché se sont trompés à ce sujet. Cela signifie que la mondialisation est terminée. Cela signifie que l'industrialisation n'est pas l'avenir (... en effet, le mode de production dominant sera probablement l'artisanat.) Cela signifie que les établissements viables à l'ère de la pénurie doivent être gérés selon des principes anarchistes ; ils ne pourront pas satisfaire leurs besoins à partir de ressources locales par le biais de systèmes qu'ils doivent gérer eux-mêmes, à moins d'être hautement participatifs et égalitaires.

4. La réponse ?

La seule façon de sortir de cette situation alarmante et qui se détériore rapidement est de passer à une sorte de "voie plus simple"[6], dont le chapitre 11 sur les énergies renouvelables parle longuement. Cette voie doit impliquer des niveaux de vie matériels non affluents (mais tout à fait suffisants), principalement de petites économies locales très autonomes. Des systèmes économiques sous contrôle social et non dirigés par les forces du marché ou la recherche du profit et des systèmes hautement coopératifs et participatifs. Il est évident que des changements systémiques aussi radicaux ne peuvent être réalisés sans un changement profond des valeurs et de la vision du monde, loin de certains des éléments les plus fondamentaux de la culture occidentale, notamment en ce qui concerne l'individualisme compétitif et acquisif.

Il y a de bonnes raisons de penser que nous n'avons ni l'esprit ni la volonté de faire face à des changements de cet ordre, d'autant plus qu'ils ne sont pas à l'ordre du jour des discussions officielles ou publiques. Un facteur majeur qui les a empêchés de figurer à l'ordre du jour a été la force de l'hypothèse que tous veulent croire, à savoir que les sources d'énergie renouvelables peuvent se substituer aux combustibles fossiles et donc soutenir la société de consommation-capitaliste.

NOTES :

[1] Voir Ted Trainer, Renewable Energy Cannot Sustain Consumer Society, (Springer, 2007).

[2] Sharman, H. : 2005, "The dash for wind ; West Denmark's experience and UK energy aspirations".

www.glebemountaingroup.org/Articles/DanishLessons.pdf, E.ON Netz : 2005, Wind Report 2005, <http://www.eon-netz.com>

[3] Davy, R. et Coppin, P. : 2003, South East Australian Wind Power Study, Wind Energy Research Unit, CSIRO, Canberra, Australie.

[4] Voir par exemple, Enting, I., Wigley, T., et Heimann, M., 1994, Future emissions and concentrations of carbon dioxide ; Key ocean/atmosphere/land analyses, Technical Paper, CSIRO Division of Atmospheric Research, 31, Melbourne.

[5] Fulton, L. : 2004, Biofuels For Transport ; An International Perspective, Agence internationale de l'énergie.

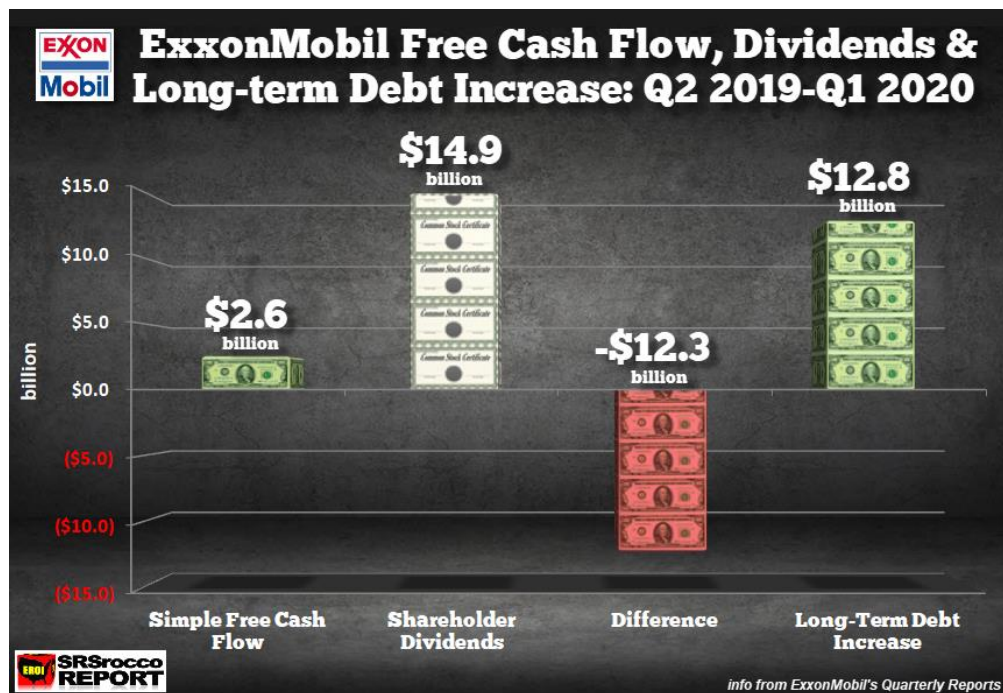
[6] Pour des informations plus détaillées sur ces thèmes, en particulier sur la nature de The Simpler Way, voir <http://socialwork.arts.unsw.edu.au/tsw/>

Les finances d'ExxonMobil continuent de se dégrader au cours du deuxième trimestre 2020

Posté par Steve Rocco le 3 août 2020

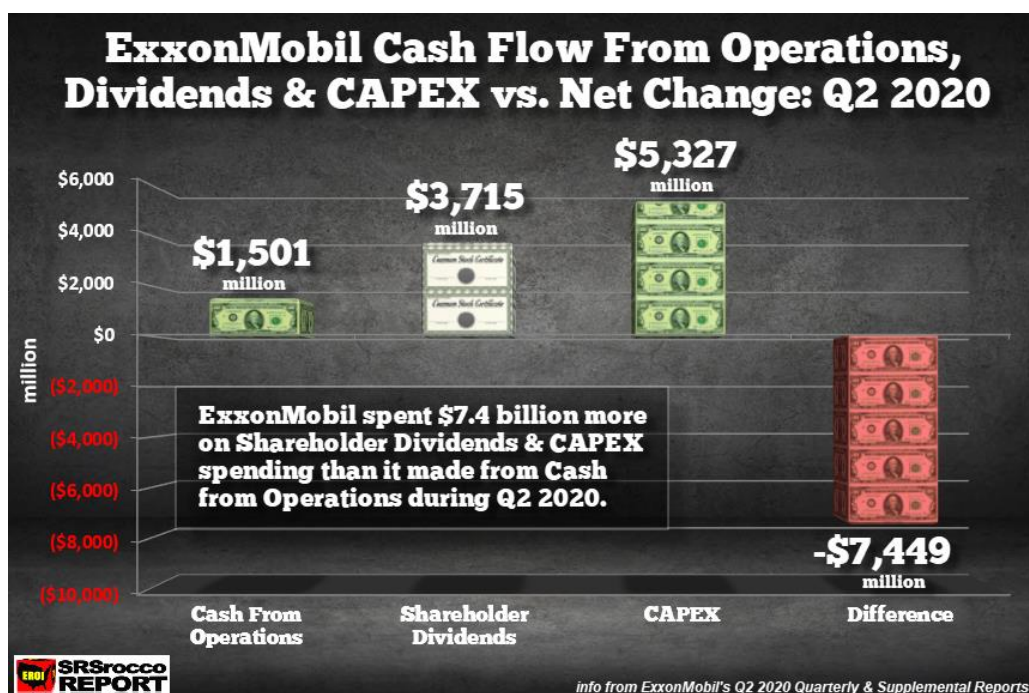
La contagion mondiale qui a eu un impact négatif sur l'industrie pétrolière n'aurait pas pu arriver à un pire moment pour ExxonMobil. Après que la société ait augmenté sa dette à long terme de 12 milliards de dollars au cours de l'année dernière, ExxonMobil pourrait devoir emprunter encore plus d'argent pour continuer à verser des dividendes et à effectuer des dépenses d'investissement (CAPEX).

Si ExxonMobil a dû emprunter 12 milliards de dollars entre le deuxième trimestre 2019 et le premier trimestre 2020, c'est en raison du flux de trésorerie disponible négatif que la société a accumulé. Je l'ai expliqué dans le tableau ci-dessous, que j'ai publié dans mon article, LA FIN D'UN GÉANT DU PÉTROLE AMÉRICAIN : les jours d'ExxonMobil sont comptés :



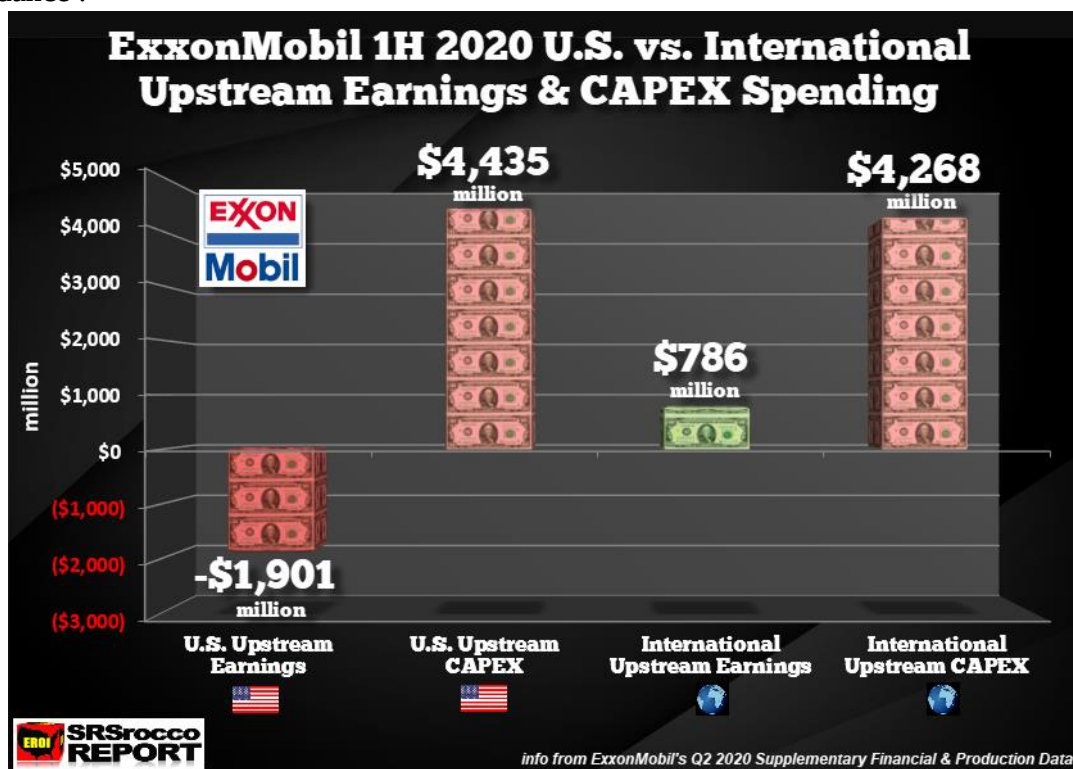
Au cours des trois trimestres, ExxonMobil a payé beaucoup plus de dividendes aux actionnaires (14,9 milliards de dollars) que de cash-flow libre disponible de la société (2,6 milliards de dollars). Malheureusement, ExxonMobil ne peut pas imprimer de l'argent comme la Réserve fédérale pour payer ses actionnaires, elle doit donc emprunter des fonds. Ainsi, la différence nette de 12,3 milliards de dollars (cash-flow libre moins dividendes) est très proche de l'augmentation de la dette à long terme de la société.

Avec la publication par ExxonMobil de ses résultats du deuxième trimestre 2020, l'HÉMORRAGE FINANCIER se poursuit. Selon mes estimations, basées sur les informations supplémentaires et le rapport trimestriel de la société pour le deuxième trimestre 2020, ExxonMobil a versé près de 7,5 milliards de dollars de plus en dividendes aux actionnaires et en dépenses de capital au cours du trimestre que ce qu'elle a reçu en trésorerie d'exploitation.



Si l'on soustrait les dividendes versés aux actionnaires (3,7 milliards de dollars, soit 3 715 millions de dollars) et les dépenses en capital (5,3 milliards de dollars) des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (1,5 milliard de dollars), la différence nette est de 7,4 milliards de dollars. Donc, je parierais mon DOLLAR ARGENT du bas qu'ExxonMobil empruntera un BEAUCOUP d'argent au cours du deuxième trimestre 2020 lorsqu'ils publieront finalement le rapport du dixième trimestre de la société plus tard cette semaine.

Comme je l'écris depuis plusieurs années, ExxonMobil, la plus grande compagnie pétrolière et gazière américaine, subit des conséquences négatives depuis qu'elle a commencé à augmenter la production de schiste aux États-Unis. Nous pouvons clairement le constater une fois de plus dans les résultats financiers du premier semestre (1H) jusqu'à présent cette année. En comparant les bénéfices et les dépenses d'investissement d'ExxonMobil aux États-Unis avec ceux de son secteur non américain ou international, nous pouvons déceler la mauvaise tendance :



N'oubliez pas que le secteur amont représente les résultats financiers des puits de pétrole et de gaz de la société. ExxonMobil a investi plus de CAPEX dans le secteur amont américain (4,4 milliards de dollars) tout en perdant 1,9 milliard de dollars, alors que le secteur amont international de la société a dépensé 4,3 milliards de dollars et a gagné 786 millions de dollars.

Dans un NUTSHELL, ExxonMobil a investi 4 dollars pour perdre 2 dollars pendant 1H 2020... WAY TO GO. Bien sûr, la contagion mondiale a également eu un impact sur le secteur international de l'entreprise, mais celle-ci a au moins pu faire quelques bénéfices pour le premier semestre 2020.

Juste pour être sûr que vous ne pensez pas que je tire ces chiffres du néant, voici une copie des données supplémentaires d'ExxonMobil pour le deuxième trimestre 2020 :

ExxonMobil Q2 2020 Report

8	2Q20 INVESTOR RELATIONS DATA SUMMARY (PAGE 1 of 4)						
10	Earnings (Loss), \$M	2Q20	1Q20	4Q19	3Q19	2Q19	1H 2020
11	Upstream						
12	United States	(1,197)	(704)	68	37	335	(1,901)
13	Non-U.S.	(454)	1,240	6,069	2,131	2,926	786
14	Total	(1,651)	536	6,137	2,168	3,261	
15	Downstream						
16	United States	(101)	(101)	895	673	310	
17	Non-U.S.	1,077	(510)	3	557	141	
18	Total	976	(611)	898	1,230	451	
19	Chemical						
20	United States	171	288	(2)	53	(6)	
21	Non-U.S.	296	(144)	(353)	188	194	
22	Total	467	144	(355)	241	188	
24	Corporate and financing	(872)	(679)	(990)	(469)	(770)	
25	Net income (loss) attributable to ExxonMobil (U.S. GAAP)	(1,080)	(610)	5,690	3,170	3,130	
27	Earnings (Loss) per common share (U.S. GAAP)	(0.26)	(0.14)	1.33	0.75	0.73	
28	Earnings (Loss) per common share						
29	- assuming dilution (U.S. GAAP)	(0.26)	(0.14)	1.33	0.75	0.73	
31	Exploration expenses, including dry holes	214	288	357	299	333	
33	Capital and Exploration Expenditures, \$M						
34	Upstream						
35	United States	1,637	2,798	2,848	3,002	3,255	4,435
36	Non-U.S.	1,940	2,328	3,243	2,789	2,987	4,268
37	Total	3,577	5,126	6,091	5,791	6,242	
38	Downstream						
39	United States	719	747	725	590	624	
40	Non-U.S.	334	487	635	479	489	
41	Total	1,053	1,234	1,360	1,069	1,113	
42	Chemical						
43	United States	563	597	786	656	553	
44	Non-U.S.	132	185	213	196	165	
45	Total	695	782	999	852	718	
46	Other	2	1	10	7	6	
48	Total Capital and Exploration Expenditures	5,327	7,143	8,460	7,719	8,079	

Les chiffres surlignés en jaune sont mes ajouts à la feuille de calcul. Je viens d'additionner les Q1 et Q2 pour chacun et j'ai entré les chiffres dans mon tableau ci-dessus.

ATTENDEZ, IL Y A PIRE ENCORE... LOL. Si nous additionnons les cinq trimestres indiqués ci-dessus (T2-19 à T2-20), ExxonMobil a perdu un total de 1,5 milliard de dollars dans ses bénéfices en amont aux États-Unis tout en investissant un montant stupéfiant de 13,5 milliards de dollars en CAPEX. Ainsi, ExxonMobil a dépensé 9 dollars pour chaque dollar perdu dans ses puits de pétrole et de gaz aux États-Unis au cours de cette période de cinq trimestres. L'entreprise fait définitivement fausse route avec son secteur pétrolier et gazier américain.

Donc, je n'exagère pas quand je dis que les finances d'ExxonMobil continuent de se détériorer. Combien de temps la société peut-elle tenir le coup avant de devoir faire face à ses actionnaires et leur dire... "NOUS ALLONS RÉDUIRE LES DIVIDENDES". J'imagine que ça va passer comme un pet à l'église.

Le monde est maintenant confronté au prochain CLIFF ENERGETIQUE. C'est quoi la falaise énergétique ? C'est quand l'industrie pétrolière ne peut plus maintenir une production pétrolière suffisante pour compenser les déclinés futurs. Ce sera une terrible nouvelle pour la plupart des actions, obligations et biens immobiliers qui tirent leur valeur de la croissance de la production pétrolière.

Champs de rêves brisés



Viens voler avec moi, tu as dit. Ce seront nos vacances de rêve.

Les rêves (pas ceux qui viennent en dormant, mais ceux qui nous tiennent à cœur jour après jour) sont de tailles et d'intensités diverses. Du plus grand au plus petit d'entre eux, ils nous invitent à entrer dans un avenir incertain, en donnant un éclairage scintillant aux éléments du paysage à l'horizon du connaisseur, en nous faisant savoir qu'il y a une raison pour laquelle nous nous battons, un endroit qui vaut la peine d'être visité. En Amérique aujourd'hui, les rêves sont une espèce en voie de disparition.

Pour commencer par le plus grand et le plus large, le rêve américain - qui veut que si l'on travaille dur et que l'on respecte les règles, on peut devenir tout ce que l'on veut être - est mort. Dans l'Amérique d'aujourd'hui, si vous travaillez dur et respectez les règles, vous pouvez garder votre emploi en préparant des hamburgers, mais vous aurez besoin d'au moins un, voire deux autres emplois pour pouvoir vous offrir un endroit où vivre. Oubliez la retraite en Floride. En fait, oubliez la retraite. La bonne nouvelle, c'est qu'avec la pandémie, vous ne vivrez peut-être pas aussi longtemps de toute façon. En Amérique aujourd'hui, il est toujours vrai que n'importe quel jeune peut devenir président - tant qu'il est né milliardaire.

Le compagnon de toujours du rêve américain - le rêve de l'exceptionnalisme américain - a également disparu avec le vent. L'idée que nous sommes les citoyens d'un pays d'un genre particulier, spécial pour ses normes morales élevées, sa compassion et son engagement à l'excellence en toutes choses, a été noyée dans une marée noire de corruption, de brutalité dans le pays et à l'étranger, d'avidité et d'arrogance. L'Amérique n'est plus le numéro un pour tout, sauf pour ce qui est de notre population carcérale et de l'importance de notre budget de guerre. (N'appellez pas cela le ministère de la défense, mais le ministère de la guerre).

Les entreprises connaissent le pouvoir des rêves pour nous motiver, et elles ont donc eu la gentillesse d'en fabriquer un certain nombre pour nous. Des voitures sans conducteur, des livraisons de drones, des robots à notre service, des vies plus longues et meilleures grâce aux produits pharmaceutiques, des réserves illimitées d'énergie bon marché - continuez à acheter nos produits, nos actions et nos obligations, ils sourient, et dès que nous aurons dépensé quelques milliards de dollars de plus en publicité et en rémunération des cadres, nous y serons presque.

Mais ce n'est pas le cas. L'espérance de vie et le taux de natalité sont en baisse, les faillites et les morts de désespoir sont en hausse, et il devient clair pour tout le monde que l'avenir radieux de la facilité, de la

commodité et de la consommation sans limites s'est tenu sur nos écrans pour nous inciter à continuer à faire comme si de rien n'était - ce n'était qu'un fantasme de bande dessinée coûteux, pour nous distraire et nous amuser. Les efforts des entreprises pour nous inciter à continuer à dépenser sont de plus en plus frénétiques : zéro dépôt, zéro intérêt, huit ans pour payer une voiture ; que diriez-vous d'un smartphone à trois, comptez-les trois, des appareils photo ? Non ? Et pourquoi pas un avec un grand écran qui se plie ? Non ?

Les petits rêves auto-générés sont les plus puissants de tous. Mais il est difficile de s'y accrocher aujourd'hui. Le rêve d'une vie confortable se transforme en années de paiements de prêts étudiants et de factures médicales. L'idée de vivre dans une belle maison s'éloigne comme l'horizon, peu importe à quelle vitesse on s'en approche. Le rêve d'une retraite digne s'évapore comme l'argent que vous pensiez avoir dans votre fonds de pension.

Il y a deux siècles et demi, nous nous sommes rebellés contre un système qui disait qu'on ne pouvait jamais s'élever au-dessus de son rang, que la richesse et le pouvoir n'allaient qu'aux gens qui avaient déjà les deux. Nos fondateurs ont dit que l'Amérique allait être différente, qu'ici, n'importe qui pouvait posséder des terres comme un droit, et non pas selon le bon plaisir d'un roi lointain ; qu'ici, aucune personne riche, puissante ou de haute naissance n'était au-dessus de la loi ; et que personne, aussi pauvre et insignifiant soit-il, n'était en dessous d'être traité équitablement par la loi.

Nous avons gagné la révolution. Comment se fait-il que nous ayons perdu tous les rêves ?

Les schistes américains face à une nouvelle série de faillites

Par Irina Slav - 03 août 2020, OilPrice.com

Plus de trente milliards de dollars : c'est la taille de la dette collective des compagnies pétrolières et gazières qui se sont placées sous la protection de la loi sur les faillites au cours du premier semestre de l'année. Soit 23 sociétés, dont toutes sauf cinq ont déposé leur bilan au cours du deuxième trimestre, lorsque Covid-19 a réellement pris pied. Aujourd'hui, avec la résurgence de nouveaux cas et une résurgence égale des doutes sur les perspectives de la demande de pétrole, d'autres dépôts sont en cours. "Il est raisonnable de s'attendre à ce qu'un nombre important de producteurs continuent à demander la protection des créanciers en faillite même si les prix du pétrole se redressent au cours des prochains mois", ont déclaré Haynes et Boone dans leur rapport de juin sur les faillites dans le secteur du pétrole et du gaz. Les raisons : une amélioration tiède de la demande de pétrole et une amélioration économique encore plus tiède. Jusqu'à ce que les économies reviennent à la normale, a noté le cabinet d'avocats, il est peu probable que la situation du pétrole et du gaz s'améliore sensiblement.

Pourtant, au sein de l'industrie, les différents segments ont des degrés de vulnérabilité différents. Les services pétroliers, par exemple, sont les plus vulnérables, comme l'a noté le Westwood Global Energy Group dans un récent rapport. Les services pétroliers sont traditionnellement les plus vulnérables en raison de leur dépendance presque totale vis-à-vis du segment en amont. Lorsque l'exploration et la production s'effondrent, ce sont les entreprises qui fournissent effectivement ces services qui souffrent le plus, comme nous l'avons vu lors de la dernière crise. Si le segment en amont a également été durement touché par l'effondrement des prix du pétrole de 2014-2016, ce n'est pas aussi douloureux que pour leurs fournisseurs de services. Ces derniers ont été contraints de baisser les prix de leurs services pour survivre, ce qui a permis aux producteurs de limiter leurs pertes.

Pourtant, le secteur en amont est lui aussi dans une situation désespérée, en particulier dans les schistes américains, a indiqué Arindam Das, directeur du conseil du Westwood Global Energy Group, dans un commentaire à Oilprice.com. Selon M. Das, les producteurs de schiste sont le groupe le plus vulnérable de

l'industrie pétrolière et gazière après les fournisseurs de services pétroliers, avec les petites sociétés d'exploration et de production de l'Ouest canadien.

Vous vous souvenez de ces 30 milliards de dollars de dettes accumulées par les entreprises qui ont fait faillite au cours du premier semestre de l'année ? Le chiffre exact est de 30,62 milliards de dollars, et il est à comparer aux 25,77 milliards de dollars de dettes accumulées par toutes les entreprises qui ont fait faillite tout au long de l'année 2019. Rien qu'au cours du deuxième trimestre, les entreprises énergétiques qui ont demandé la protection de la loi sur les faillites ont accumulé 29 milliards de dollars de dettes, ce qui est encore plus que le chiffre de l'année dernière. Et les banques sont de plus en plus réticentes à faire des affaires avec une industrie aussi troublée.

Les prêteurs ont commencé à resserrer leurs exigences à l'égard des emprunteurs du secteur des schistes avant la crise, car beaucoup d'entre eux n'atteignaient pas leurs objectifs de production malgré le boom général de la production. Aujourd'hui, les perspectives étant plus sombres qu'elles ne l'ont été depuis longtemps, ils durcissent encore leurs exigences en matière de prêt, même si, comme le note le quotidien Westwood's Das, les banques restent ouvertes aux entreprises qui ont une bonne réputation de longue date.

Là encore, les prestataires de services pétroliers sont dans une position plus faible que la plupart des autres. Les banques ont réduit leur exposition à ce segment de l'industrie pendant un certain temps avant que la crise ne frappe, selon M. Das, et il semble qu'elles continueront à le faire tout en resserrant leurs critères de prêt pour les acteurs du secteur qui sont toujours leurs clients.

Peut-être qu'une consolidation pourrait aider l'industrie pétrolière et gazière américaine à se remettre sur pied, mais jusqu'à présent, la seule grande opération qui a fait les gros titres a été l'acquisition de Noble Energy par Chevron. L'incertitude est un facteur important ici. L'avenir de l'industrie, en particulier celui des schistes, est très incertain, ce qui pourrait freiner l'appétit des sociétés financées par des fonds de capital-investissement qui, autrement, se seraient empressées d'aller chercher les morceaux les plus savoureux.

Cela pourrait changer, selon M. Das. Les acheteurs soutenus par des fonds d'investissement privés pourraient encore décider de profiter de la faiblesse des prix du pétrole qui rend de nombreux actifs bon marché. Si cela se produit, ils s'intéresseront aux actifs générateurs de liquidités, a noté M. Das, plutôt qu'aux actifs en début de développement qui nécessiteraient un investissement important pour être exploités. En effet, cela semble être le sentiment qui prévaut dans l'industrie.

"Nous forerons à nouveau des puits lorsque le pétrole reviendra probablement dans la fourchette des 50 dollars", a déclaré David Hayes, associé chez Natural Gas Partners, au Midland Reporter-Telegram au début de l'année. "Ce sera non conventionnel, et ce sera horizontal, mais ce sera beaucoup plus axé sur le développement. Tout ce qui comporte ne serait-ce qu'un soupçon d'exploration n'est pas un objectif à court terme pour les capitaux, qu'ils soient publics ou privés".

Personne, semble-t-il, ne veut trop risquer, et cela est compréhensible : la situation est sans précédent.

"Depuis que l'homme a commencé à utiliser le pétrole, nous n'avons jamais rien vu de tel", a déclaré l'économiste en chef de Trafigura, Saad Rahim, au Wall Street Journal en avril. "Il n'y a pas de guide que nous suivons

C'est ainsi que nous mettons fin à la déforestation pour éviter une pandémie, un effondrement climatique et social

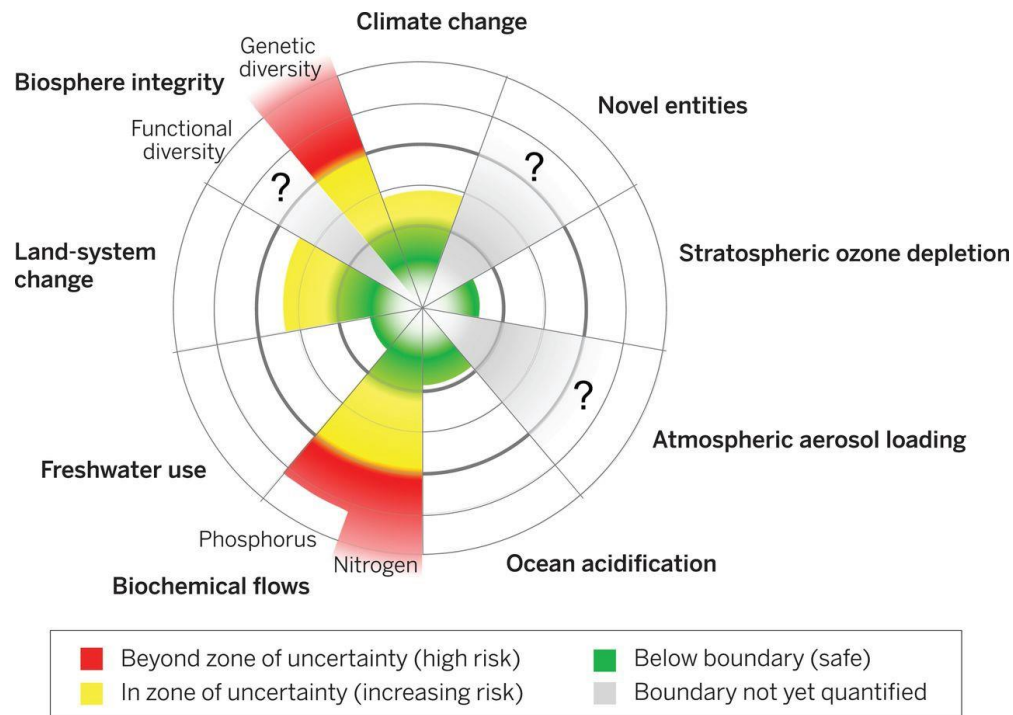
Le COVID-19 est un signal d'alerte précoce pour notre violation des frontières planétaires

Nafeez Ahmed 4 août 2020 Publié par Insurge Intelligence



La pandémie de COVID-19 n'est pas venue de nulle part. C'était un symptôme des structures fondamentales de la civilisation industrielle, et c'est un signal d'alerte précoce de la manière dont cette civilisation est en train d'éroder rapidement les conditions mêmes de sa propre existence.

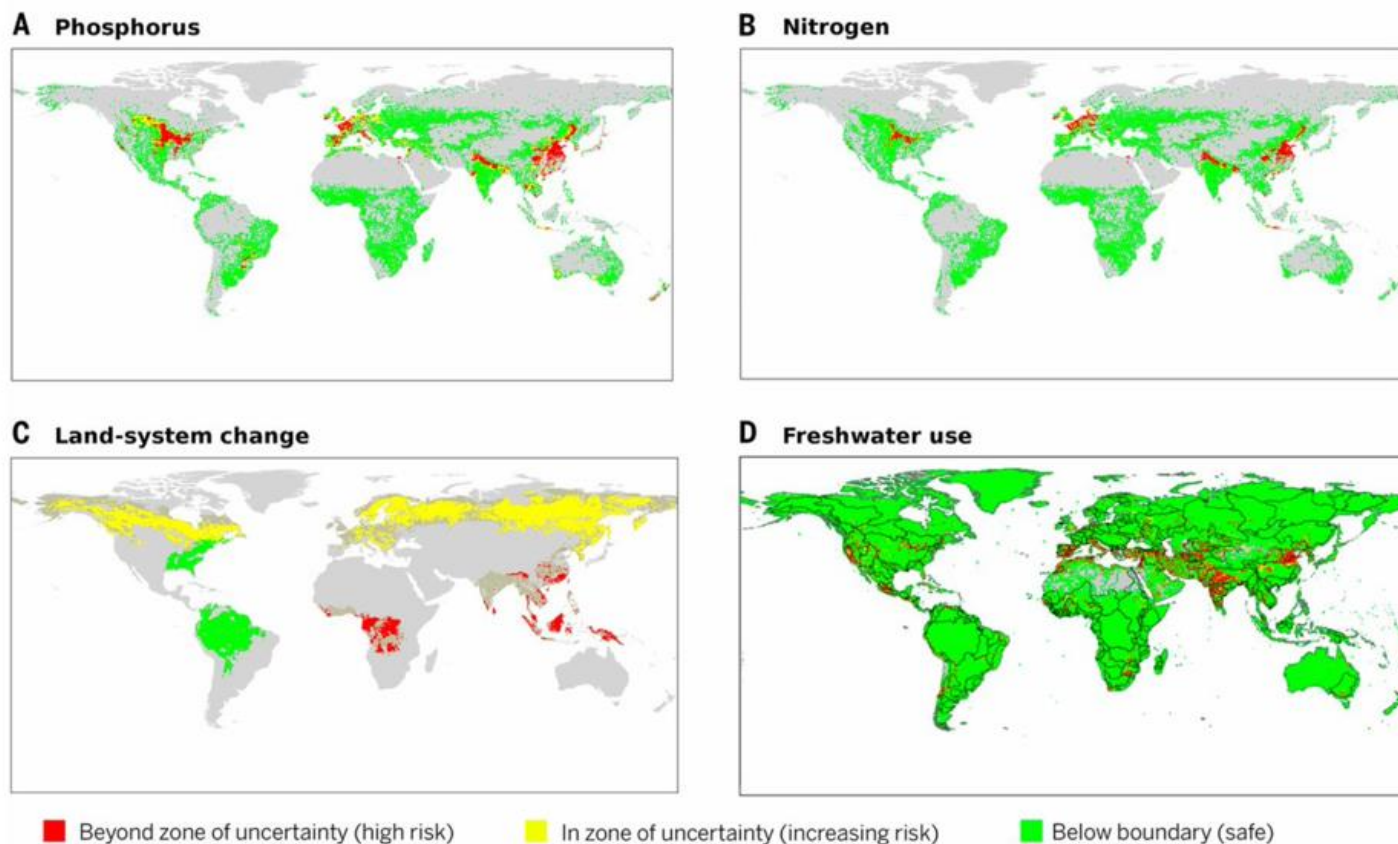
Au cours de la dernière décennie, les scientifiques de l'environnement ont averti que les activités humaines risquent de plus en plus de franchir les frontières planétaires, qui définissent les limites environnementales dans lesquelles l'humanité peut opérer en toute sécurité. Alors que la civilisation industrielle empiète de plus en plus sur les écosystèmes naturels, nous réduisons cet "espace de fonctionnement sûr" pour la survie de l'homme.



COVID-19 comme effet de frontière planétaire

La déforestation est l'un des facteurs les plus difficiles à maîtriser et pourtant les plus puissants de la crise environnementale. Elle fait également partie des quatre frontières planétaires sur neuf que la civilisation risquait déjà de franchir il y a cinq ans, selon des recherches publiées dans la revue Science.

Parmi les autres frontières que nous étions sur le point de franchir à l'époque, il y avait le rythme auquel les espèces disparaissaient, les niveaux de dioxyde de carbone atmosphérique et le flux d'azote et de phosphore dans l'environnement dû à l'agriculture industrielle. Plus nous franchissons ces frontières et d'autres frontières planétaires, plus le risque est grand de conduire irréversiblement la Terre dans un état moins hospitalier pour l'humanité.



Cinq ans plus tard, l'éruption de la pandémie COVID-19 a révélé à quel point nous érosons et réduisons progressivement cet "espace opérationnel sûr" pour la survie de l'homme, un fait qui est évident dans l'impasse structurelle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui : laisser le virus se propager dans la population entraîne des taux de mortalité massifs, l'effondrement des systèmes de santé et l'effondrement du PIB ; verrouiller pour supprimer le virus entraîne une hémorragie de la demande, la contraction de multiples secteurs industriels et l'effondrement du PIB.

Ces deux scénarios entraînent des décès massifs de populations vulnérables sur des périodes plus ou moins longues, que ce soit à cause de la maladie ou d'autres conséquences socio-économiques. Et une trajectoire de maintien du statu quo laisse présager d'autres scénarios similaires.

Un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement souligne que la pandémie COVID-19 est essentiellement une répétition de ce qui pourrait être une pandémie encore plus grave. Elle s'inscrit dans une tendance à la hausse des zoonoses circulant parmi les hôtes animaux et se propageant à l'homme, sous l'effet de processus fondamentaux d'expansion industrielle qui, s'ils se poursuivent, ne manqueront pas de déclencher la prochaine pandémie.

La pandémie a donc poussé la civilisation humaine dans un état de repli, dans le cadre d'un complexe beaucoup plus vaste de processus industriels en expansion.

Malgré cela, la plupart des gouvernements, des décideurs politiques et des chefs d'entreprise ne comprennent pas l'ampleur de la crise ni sa véritable nature. Ils réclament un retour au statu quo pour simplement relancer les économies - sans réfléchir à la façon dont cela ne ferait que renforcer les comportements qui nous ont mis dans ce pétrin insoluble.

Comme la combinaison mondiale de perturbations sociétales, d'infrastructures de soins de santé mises à rude épreuve, de fermetures et d'éloignement social a mis à rude épreuve l'activité économique normale, cela risque d'entraîner l'abandon d'engagements environnementaux apparemment coûteux.

Au milieu de ces pressions, il n'est pas surprenant de constater que la déforestation provoquée par l'exploitation forestière s'est accélérée au Brésil, en Colombie, au Cambodge, en Indonésie, au Népal et à Madagascar pendant la pandémie COVID-19, en partie à cause de la réduction de la surveillance environnementale par les autorités et des conséquences économiques graves des régimes de confinement.

Dans le contexte de la pandémie, le défi de la déforestation représente-t-il la violation par la civilisation industrielle d'une frontière clé du système terrestre planétaire il y a environ cinq ans ?

Cette question est d'autant plus pertinente que, même si la pandémie COVID-19 est l'une de ses conséquences les plus graves, les progrès réalisés dans la lutte contre la déforestation risquent de s'inverser, au moment précis où nous devons mettre fin immédiatement à la déforestation une fois pour toutes.

Selon le professeur Kees van Veen, directeur scientifique du programme "Société durable" à l'université de Groningue aux Pays-Bas, la pandémie peut être comprise comme "une autre expression du fait que l'humanité repousse les limites de la planète. La croissance de la population mondiale augmente les chances que quelqu'un, quelque part, soit touché par un nouveau et dangereux virus. Ces risques augmentent du fait que l'humanité s'expose de plus en plus à différents "habitats" de virus en pénétrant de plus en plus profondément dans la biosphère. Combiné à nos réseaux de transport mondiaux très efficaces entre des zones urbaines densément peuplées, les virus peuvent se propager très rapidement et de nouveaux accidents sont à prévoir".

Pourtant, COVID-19 n'est pas simplement une répétition générale de la prochaine pandémie - c'est aussi, comme l'a dit Lise Kingo, directrice exécutive du Pacte mondial des Nations unies, un "exercice d'incendie" pour la catastrophe climatique. La déforestation est l'un des principaux facteurs de réchauffement de la planète, contribuant à près d'un dixième de toutes les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dues à la perte de la couverture forestière des forêts tropicales. Cette part est si importante que si la déforestation tropicale était un pays, il se classerait au troisième rang des émissions mondiales de CO₂, derrière la Chine et les États-Unis.

La pandémie COVID-19 nous offre donc un moment d'éveil. Nous sommes arrivés à un point d'inflexion pour l'espèce humaine. Le monde a besoin de nouvelles approches globales pour lutter contre la déforestation, non seulement pour éviter la prochaine pandémie, mais aussi pour éviter une catastrophe climatique, ainsi que d'autres formes d'effondrement de la biodiversité et de crise écologique.

Si nous n'y parvenons pas, nous serons confrontés à une tempête parfaite de catastrophes liées à l'écologie qui s'intensifiera et qui érodera de plus en plus l'"espace opérationnel sûr" pour la survie de l'humanité. Ce processus d'érosion à mesure que nous franchissons les frontières planétaires a déjà commencé. Nous devons y mettre un terme, dès maintenant.

Déforestation : en première ligne de l'effondrement de la civilisation

Le problème de la déforestation offre une fenêtre puissante sur la difficulté réelle des processus de destruction de l'environnement. Ces processus sont intégrés dans les structures fondamentales de production et de consommation qui soutiennent la civilisation industrielle telle que nous la connaissons.

En 2013, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies a estimé que la déforestation était responsable de 10 % des émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine. Mais si l'on prend en compte la dégradation des forêts - les impacts négatifs sur la structure ou la fonction d'une forêt qui ne réduisent pas sa superficie - ainsi que les émissions de CO₂ des tourbières tropicales, ce chiffre passe à 15 %. Les données satellitaires pour la période 2003-14 montrent que les forêts tropicales ont cessé d'agir comme des "puits" de carbone, car elles émettent plus de carbone qu'elles n'en capturent en raison de la déforestation et de la dégradation.

La déforestation exacerbe également le réchauffement à l'échelle locale au sein des écosystèmes tropicaux. Une étude récente publiée dans *Environment Research Letters* "a constaté un réchauffement local plus important que celui prévu par plus d'un siècle de changement climatique dans le cadre d'un scénario d'émissions dans le pire des cas". Plus les zones de déforestation sont étendues, plus les impacts du réchauffement local sont "extrêmes". En conséquence, "les effets combinés de la déforestation et du changement climatique sur les températures tropicales représentent un défi particulièrement difficile à relever pour la santé publique, la sécurité au travail et la sécurité économique à long terme des populations tropicales".

Mais la déforestation met également en danger les écosystèmes planétaires critiques de manière plus directe - des manières qui, si elles sont minées, pourraient mettre en danger l'"espace opérationnel sûr" de l'humanité.

Avant le développement des civilisations humaines, la Terre était couverte de 60 millions de kilomètres carrés de forêts. La déforestation s'étant accélérée en raison de l'empreinte humaine sur la planète, il reste aujourd'hui moins de 40 millions de kilomètres carrés de forêts.

En mai, une nouvelle étude choquante publiée dans *Nature Scientific Reports*, réalisée par les physiciens Gerardo Aquino, de l'Institut Alan Turing de Londres, et Mauro Bologna, du département d'ingénierie électronique de l'université de Tarapacá, est arrivée à une conclusion brutale sur la base de l'examen de cette dynamique.

Leur étude a notamment permis de modéliser les interactions entre l'homme et la forêt au cours des dernières décennies, ainsi que leur impact potentiel sur la viabilité de la civilisation humaine. Leurs conclusions sont alarmantes. "Les calculs montrent que, en maintenant le taux réel de croissance de la population et de la consommation des ressources, en particulier des forêts, il nous reste quelques décennies avant un effondrement irréversible de notre civilisation", a écrit l'auteur.

En comparant le taux actuel de croissance de la population au taux de déforestation, les auteurs ont constaté que "statistiquement, la probabilité de survivre sans être confronté à un effondrement catastrophique est très faible". Au rythme actuel de la déforestation, ils ont prévu que toutes les forêts du monde disparaîtraient dans environ 100 à 200 ans. Comme les forêts fournissent des services essentiels aux systèmes de soutien de la vie nécessaires à la survie de l'homme sur la planète - notamment le stockage du carbone, la production d'oxygène, la conservation des sols, la régulation du cycle de l'eau, le soutien des systèmes alimentaires naturels et

humains, et l'habitat d'innombrables espèces - "il est très peu probable d'imaginer la survie de nombreuses espèces, y compris la nôtre, sur Terre sans elles".

Selon ce scénario, la civilisation humaine commencerait à s'effondrer bien avant le point final de la destruction des forêts à l'échelle planétaire, potentiellement bien avant les deux à quatre prochaines décennies. Les auteurs de l'étude écrivent :

"En conclusion, notre modèle montre qu'un effondrement catastrophique de la population humaine, dû à la consommation de ressources, est le scénario le plus probable de l'évolution dynamique basée sur les paramètres actuels. En adoptant un modèle combiné déterministe et stochastique, nous concluons d'un point de vue statistique que la probabilité que notre civilisation survive est inférieure à 10 % dans le scénario le plus optimiste. Les calculs montrent que, en maintenant le taux réel de croissance de la population et de la consommation des ressources, en particulier des forêts, il nous reste quelques décennies avant un effondrement irréversible de notre civilisation".

Ce verdict semblerait indiquer qu'il y a une probabilité de plus de 90 % d'un effondrement de la civilisation industrielle dû à la seule déforestation - ce qui est extraordinairement élevé.

La surconsommation industrielle

Depuis 1990, l'expansion industrielle a entraîné la perte de quelque 420 millions d'hectares de forêts dans l'ensemble et la diminution de plus de 80 millions d'hectares de forêts primaires anciennes dans le monde.

Le principal moteur de la déforestation et de la dégradation des forêts est l'expansion agricole, en particulier l'agriculture commerciale à grande échelle - qui est responsable de quelque 80 % de la déforestation mondiale. Entre 2000 et 2010, ces derniers types d'agriculture ont représenté environ 40 % de la déforestation tropicale, et l'agriculture locale de subsistance 33 % supplémentaires.

Parmi les principales institutions politiques mondiales, l'Union européenne a peut-être été à l'avant-garde de l'élaboration de nouvelles approches législatives et politiques pour lutter contre la déforestation. Mais il y a de fortes raisons de penser que ces approches ne sont pas adaptées à leur objectif, et pourraient même aggraver le problème.

Une nouvelle étude réalisée par la Commission européenne en février a révélé que l'expansion agricole à l'origine de la déforestation est due à la demande croissante de produits clés, tels que le soja, le bœuf et les huiles végétales comme l'huile de palme, le colza et le tournesol. Et si la production de ces produits de base a souvent lieu dans les pays en développement d'Amérique du Sud, d'Afrique de l'Ouest et d'Asie du Sud-Est, la réalité est qu'une grande partie de l'impulsion pour la production provient des consommateurs occidentaux : environ un tiers des produits agricoles commercialisés au niveau mondial et liés à la déforestation ont été consommés par les pays européens entre 1990 et 2008.

Ainsi, la déforestation n'est pas seulement un problème extérieur à l'Occident. Une nouvelle étude publiée en juillet dans la revue *Nature Research* a montré que les taux de déforestation dans les forêts de l'UE s'accroissent. Les forêts représentent quelque 38 % de la superficie de l'UE. Elles sont régulièrement exploitées pour la production de bois. Mais entre 2016 et 2018, la perte de biomasse due à la récolte a augmenté de 69 % par rapport à la période 2011-2015. La superficie des forêts exploitées a également augmenté de 49 % au cours de cette période. L'étude attribue cette recrudescence de la déforestation en Europe à une augmentation de la demande de bois pour le bois d'œuvre et comme combustible, entre autres produits du bois. L'augmentation

brutale" de la déforestation menace sérieusement la réalisation des objectifs de l'UE en matière d'atténuation du changement climatique :

"Si un taux aussi élevé de récolte forestière se poursuit, la vision de l'UE pour l'après-2020 en matière d'atténuation du climat basée sur la forêt pourrait être entravée, et les pertes supplémentaires de carbone des forêts nécessiteraient des réductions d'émissions supplémentaires dans d'autres secteurs afin d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050".

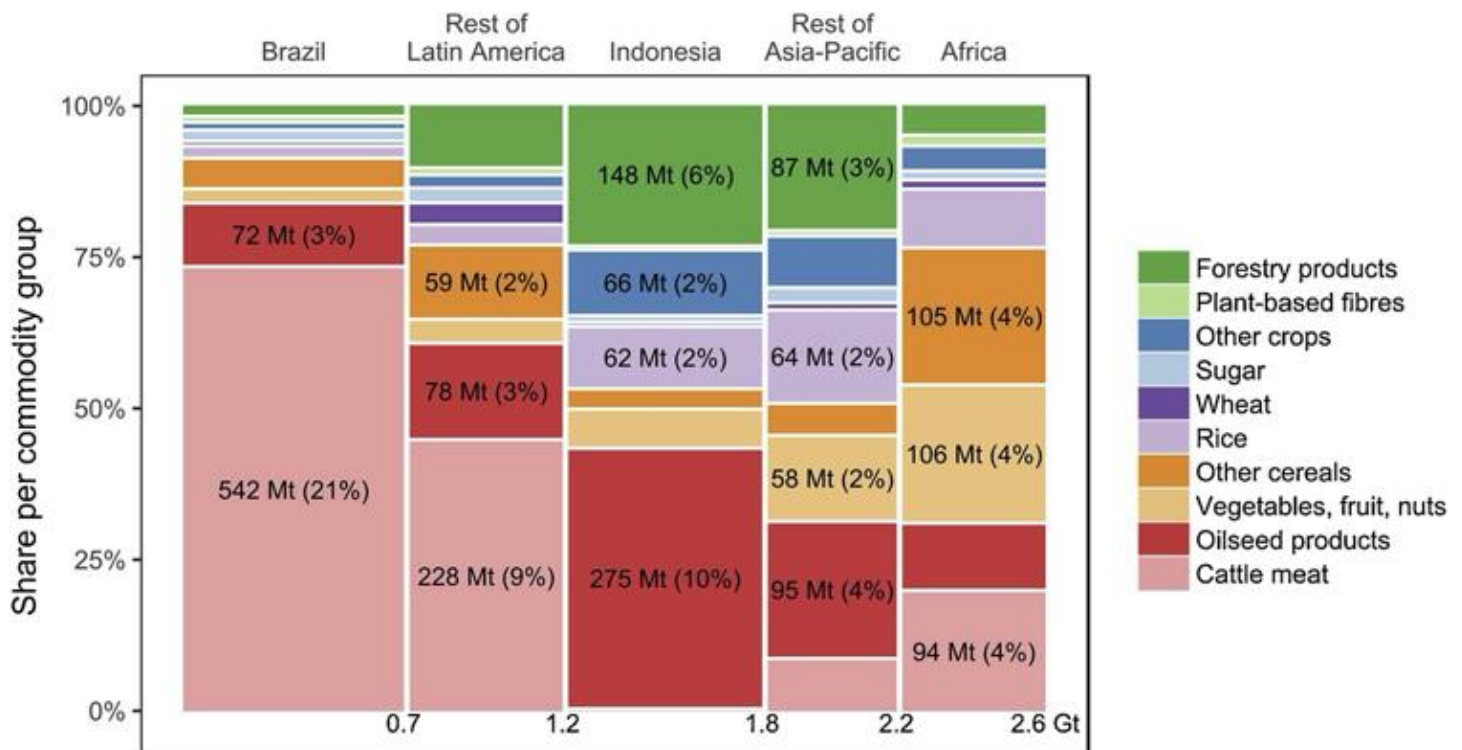
Pourtant, dans ses récents efforts pour lutter contre la déforestation depuis 2015, l'UE a surtout mis l'accent non pas sur sa propre complicité directe dans la déforestation, mais plutôt sur le rôle des produits de base extérieurs. En fait, le produit de base qui fait l'objet des critiques les plus virulentes - comme le reflète le dernier projet de cadre juridique de l'UE visant à mettre fin à la déforestation - est l'huile de palme. Le projet de cadre proposé s'appuie sur l'approche déjà existante de l'UE : en 2019, l'UE a décidé de cesser de classer l'huile de palme pour le biodiesel comme un produit énergétique renouvelable, et a commencé à mettre en œuvre une élimination progressive prévue.

L'huile de palme a sans aucun doute été l'un des principaux moteurs de la déforestation, en particulier dans certaines régions d'Asie du Sud-Est. Cette région a connu le taux de déforestation le plus élevé de toutes les grandes régions tropicales, perdant 1,2 % de ses forêts chaque année, contre 0,8 % pour l'Amérique latine et 0,7 % pour l'Afrique. À ce rythme, l'Asie du Sud-Est perdra les trois quarts de ses forêts et 42 pour cent de sa biodiversité d'ici la fin de ce siècle.

Bien qu'elle soit un facteur important, l'huile de palme n'est en fait pas le principal facteur de déforestation.

En 2019, j'ai fait état d'une nouvelle étude importante dans la revue *Global Environmental Change* qui a révélé qu'entre 2010 et 2014, la production de bœuf et d'oléagineux représentait plus de la moitié des émissions de carbone dues à la déforestation tropicale. L'étude a également quantifié précisément quels produits étaient plus responsables de la déforestation que les autres.

Il a conclu que le plus grand moteur mondial des émissions de carbone induites par la déforestation est la production de bœuf au Brésil, dans le reste de l'Amérique latine et en Afrique, qui représente environ 34 % des émissions. Le deuxième facteur important est celui des produits oléagineux tels que les huiles végétales, qui représente environ 20 % des émissions.



L'étude a permis de désagréger la responsabilité des émissions d'une autre manière. L'Amérique latine dans son ensemble porte la plus grande part de responsabilité, puisqu'elle représente un peu moins d'un tiers des émissions de carbone liées à la déforestation, le Brésil étant à lui seul responsable d'un cinquième des émissions. Dans l'ensemble, l'huile de palme produite dans la région Asie-Pacifique représentait 14 % - une quantité substantielle, mais toujours moins de la moitié de la première. Il convient également de noter que le plus grand coupable en Asie est de loin l'Indonésie - l'un des plus grands producteurs d'huile de palme au monde - qui est responsable de dix pour cent des émissions liées à la déforestation. L'autre grand producteur asiatique d'huile de palme est bien sûr la Malaisie, qui serait responsable des 4 % d'émissions restants.

Cette analyse s'appuie sur des données antérieures. En 2013, un rapport de la Commission européenne a constaté qu'entre 1990 et 2008, "les importations importantes de produits à base de soja, principalement en provenance d'Amérique du Sud" ont représenté "environ 82 % de la déforestation attribuée à l'importation de cultures oléagineuses" dans l'UE. En revanche, "les importations d'huile de palme en provenance d'Asie du Sud-Est, qui ont contribué à environ 17 % de la déforestation associée aux importations de cultures oléagineuses de l'UE27, importées principalement d'Indonésie et de Malaisie".

Forts de ces données, nous sommes en mesure de réaliser que la tentative de l'UE de lutter contre la déforestation par une interdiction de facto de l'huile de palme pour les biocarburants, tout en négligeant largement une action législative et politique forte pour faire face à la consommation galopante de bœuf et de soja, n'a guère de sens sur le plan environnemental.

En effet, une nouvelle étude réalisée en juillet a révélé qu'environ la moitié des exportations de bœuf du Brésil et près d'un quart de ses exportations de soja vers l'UE pourraient provenir de zones illégalement déboisées en Amazonie et dans le Cerrado. L'UE est donc directement complice des principaux facteurs de déforestation, mais n'a pratiquement rien fait pour y remédier.

Mettre fin à la déforestation : la boîte à outils politique

Mais les preuves scientifiques disponibles suggèrent que l'approche dominante pour mettre fin à la déforestation - largement axée sur la stratégie de boycottage de certains produits - a peu de chances de fonctionner.

L'approche du "boycott de l'huile de palme" est devenue une stratégie de base dans certaines parties du mouvement environnemental mondial, en particulier en Occident. L'idée est qu'en cessant de consommer de l'huile de palme, les consommateurs occidentaux peuvent contribuer directement à réduire la déforestation en allégeant la demande qui est à l'origine de l'expansion des plantations de palmiers à huile.

Le problème est que plusieurs études réalisées ces dernières années ont montré que cette stratégie a non seulement peu de chances de fonctionner, mais qu'elle risque au contraire d'avoir des conséquences environnementales dévastatrices.

Des scientifiques de l'université de Bath ont récemment montré dans *Nature Sustainability* que l'interdiction de l'huile de palme pourrait entraîner une augmentation du taux de déforestation, en faisant passer la demande à des huiles comestibles moins efficaces comme le tournesol ou le colza, qui utilisent plus de terre, d'eau et d'engrais, et ont une productivité et une durée de vie plus courtes. Ces autres cultures oléagineuses stockent également moins de CO2 et nécessitent jusqu'à neuf fois plus de terres pour leur production que l'huile de palme. À court ou moyen terme, les scientifiques ont estimé que la politique devrait viser à assurer la durabilité de la production, car des restrictions à l'importation seraient inefficaces pour arrêter la déforestation ou protéger l'environnement.

L'étude a confirmé des années de recherches antérieures menées par des scientifiques de l'Université d'Oxford et de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Une importante étude publiée cette année dans l'*Annual Review of Resource Economics* a corroboré ces résultats. L'étude *Annual Reviews* menée par des scientifiques allemands mérite d'être soulignée car elle constitue l'une des analyses les plus fiables de la meilleure littérature scientifique à ce jour. Elle confirme que le principal défi est lié à l'efficacité de l'huile de palme, par rapport aux apports en terre, en eau, en énergie et en engrais :

"La demande mondiale d'huile végétale va continuer à augmenter. Dans ce contexte, l'interdiction ou la limitation de la culture du palmier à huile n'est pas une option réaliste. Compte tenu de la forte productivité des terres de palmiers à huile, répondre à la demande croissante uniquement par d'autres cultures oléagineuses entraînerait encore plus de changements dans l'utilisation des terres et de pertes d'habitats naturels".

Bien entendu, comme je le soutiens ci-dessous, nous ne devons pas simplement capituler devant la croissance probable actuelle de la demande, mais faire tout ce qui est en notre pouvoir pour limiter cette croissance par un changement systémique plus profond. Cependant, une telle entreprise prendra encore du temps, période pendant laquelle - comme le montrent ces études - une approche de boycott uniquement risquerait de faire basculer la demande actuelle vers des oléagineux plus intensifs et plus destructeurs pour l'environnement.

Une approche de boycott uniquement a également tendance à inciter les producteurs à trouver des moyens de contourner le boycott, en accédant à d'autres marchés (comme l'Inde et la Chine), où les réglementations environnementales sont beaucoup moins strictes. Cette situation compromet une fois de plus l'ensemble du point, et augmente le risque de déforestation continue.

Si les interdictions ou les boycotts ne sont pas une solution viable, il est temps de faire face au fait que la boîte à outils politique conventionnelle a échoué. Pour mettre un terme au fléau de la déforestation, il faut une approche beaucoup plus concertée, une approche qui aborde le défi mondial de manière globale. Cela souligne également la nécessité de s'orienter vers la solution que toutes ces études mettent en évidence de manière cohérente : la transformation de la production à la source.

Vers une grande transition forestière

Si la situation mondiale en matière de déforestation est alarmante, de réels signes de changement se profilent à l'horizon. Notre tâche doit être de tirer parti de ces indicateurs et de les accélérer - avant que nous ne soyons confrontés à une catastrophe.

Selon le rapport sur la situation des forêts du monde en 2020, publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) conjointement avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le taux de déforestation mondiale a diminué au cours des dernières décennies.

Entre les années 1990 et la période 2010-2020, la perte nette de surface forestière est passée de 7,8 millions d'hectares par an à 4,7 millions d'hectares par an. L'une des raisons de cette diminution est que, malgré la déforestation en cours, de nouvelles forêts sont également créées, à la fois naturellement et par une planification délibérée.

Mais le taux de déforestation semble également avoir diminué en termes réels. Dans les années 1990, le taux de déforestation était d'environ 16 millions d'hectares par an. Entre 2015 et 2020, il est tombé à environ 10 millions d'hectares par an. Au cours de la même période, selon les données du Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature des Nations unies, la superficie de forêt allouée aux zones protégées a également augmenté, passant d'environ 4,2 millions d'hectares en 1992 à environ 8,2 millions d'hectares en 2015.

Cela montre qu'il y a des raisons d'espérer que le taux de déforestation modélisé par l'étude sur l'effondrement dont il a été question plus haut puisse être réduit de façon spectaculaire.

Mais ce ne sont pas des raisons d'être optimistes. En termes absolus, le rapport des Nations unies montre que la superficie forestière mondiale a encore diminué globalement de 178 millions d'hectares entre 1990 et 2020, soit une superficie équivalente à celle de la Libye. Cela signifie que nous n'avons pas encore vraiment réduit le taux de déforestation au point d'éviter des conséquences catastrophiques à court terme.

L'autre problème est que le simple fait de compenser la déforestation par un nouveau reboisement n'est pas une solution viable, car cela ne résout souvent pas le problème des espèces qui perdent leur habitat ; les terres reboisées peuvent consister en des forêts vierges remplacées par des plantations commerciales ; et la repousse des forêts ne conduit pas nécessairement à une récupération complète de l'écosystème et de la biodiversité.

Ainsi, le simple fait d'appeler à la croissance de nouvelles forêts tout en détruisant de manière effrénée les forêts existantes ne résoudrait pas nécessairement le problème de l'effondrement de la biodiversité.

Néanmoins, il y a dix ans, le rapport annuel sur l'environnement et les ressources a montré que la diminution du taux de déforestation (bien qu'il soit encore "alarmant") s'explique en partie par le fait qu'"une poignée de pays tropicaux en développement ont récemment connu une transition forestière - un passage de la déforestation nette à la reforestation nette".

Ces formes de transition ont englobé toute une série d'approches différentes dans différentes régions. En Amérique centrale, une approche commune était le reboisement sur des terres abandonnées. En Amérique du Sud, des acteurs privés ont conduit de nouvelles plantations forestières. En Asie, les politiques d'utilisation des terres limitant les activités sur les terres forestières et les changements agricoles ont contribué à la régénération des forêts.

Mais l'étude a averti que les transitions forestières ne suffiraient pas à elles seules à protéger les forêts primaires. Le zonage de l'utilisation des terres - en séparant différentes zones de terre pour différents objectifs agricoles, industriels, de conservation et autres - a été recommandé, ainsi que des changements du côté de la demande sous la forme d'un "écoconsommation" et d'un "nouvel environnementalisme d'entreprise", pour accélérer "une transition des systèmes de production et orienter la consommation vers des produits moins exigeants en termes de terres". L'échec de ces changements rendrait négligeables les gains positifs des processus de transition forestière et finirait par entraîner une augmentation des taux de déforestation.

Les dernières données produites par le projet Global Forest Watch, dirigé par l'Institut des ressources mondiales, confirment qu'au milieu des preuves bienvenues que le ralentissement de la déforestation est parfaitement possible même avec un mélange de politiques inadéquates, nous sommes toujours sur le point de perdre même ces gains potentiels. Les données montrent qu'en 2019, la perte de forêts primaires était de 2,8 % supérieure à celle de l'année précédente. Elles montrent également une tendance à l'augmentation progressive du taux de perte de forêts depuis 2002, malgré quelques fluctuations.

Les données confirment également que le pays qui a perdu le plus de forêts primaires en 2019 est le Brésil - où, pendant la pandémie COVID-19, la déforestation a continué à s'accélérer. Le producteur d'huile de palme indonésien se classe troisième sur la liste des dix premiers pays tropicaux ayant connu la plus grande perte de forêt primaire, et l'autre grand producteur asiatique d'huile de palme, la Malaisie, se classe sixième.

Mise à l'échelle des nouveaux modèles de réussite

Mais alors que la déforestation brésilienne s'est accélérée, on a réussi à réduire le taux de perte des forêts en Indonésie et en Malaisie. "En bonne nouvelle", a noté Global Forest Watch, "la perte de forêts primaires en Indonésie a diminué de 5 % en 2019 par rapport à l'année précédente, marquant la troisième année consécutive de baisse des niveaux de perte. L'Indonésie n'a pas connu de niveaux de perte de forêt primaire aussi bas depuis le début du siècle".

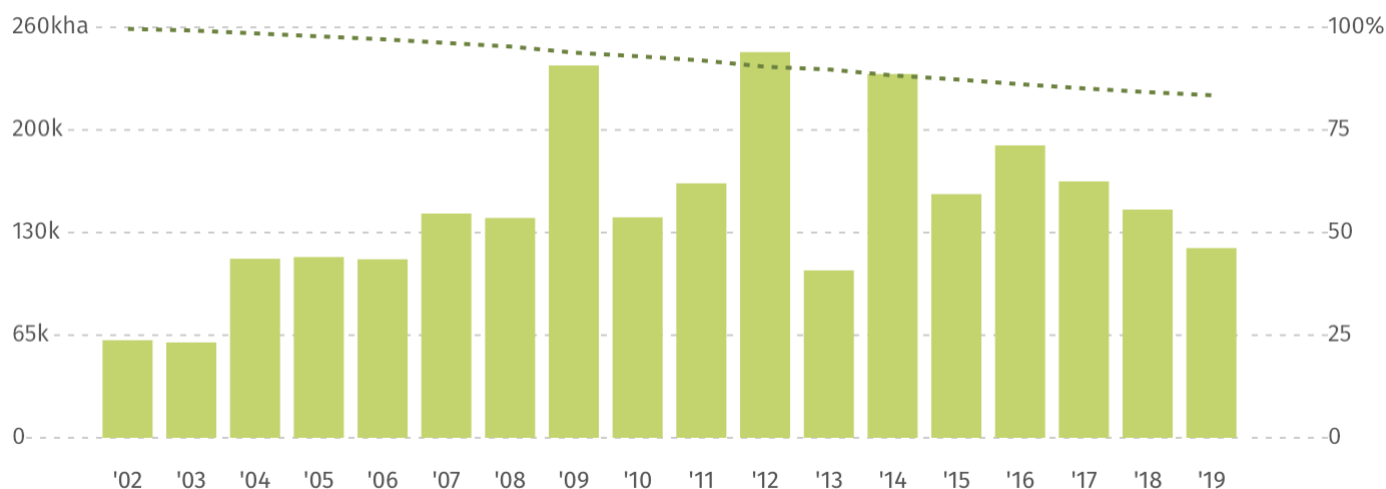
Des baisses aussi marquées peuvent être observées en Malaisie, où la diminution du taux de perte de forêts primaires s'est également produite d'une année sur l'autre pendant trois ans. Le déclin semble également être beaucoup plus régulier sur une plus longue période, mais surtout au cours des 3 à 5 dernières années - et l'ampleur absolue de la déforestation est bien inférieure au niveau de l'Indonésie, qui est un grand producteur.

Selon Global Forest Watch, les moteurs les plus probables de ce déclin bienvenu sont les politiques locales de conservation des forêts telles que "l'application accrue de la loi pour prévenir les incendies de forêt et le défrichement des terres, et le moratoire forestier désormais permanent sur le défrichement pour les plantations de palmiers à huile et l'exploitation forestière".

En Malaisie en particulier, la plupart des progrès ont coïncidé avec la mise en œuvre d'un nouveau système national de certification durable, le Malaysia Sustainable Palm Oil (MSPO). Créé en 2015, après l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement en 2018, ce système a été annoncé comme obligatoire à la fin de l'année,

ce qui en fait le premier programme de certification durable de l'huile de palme au monde soutenu par le gouvernement et légalement applicable.

From **2002 to 2019, Malaysia lost 2.65Mha of humid primary forest**, making up **34%** of its total tree cover loss in the same time period. **Total area of humid primary forest in Malaysia decreased by 17%** in this time period.



2001 primary forest extent remaining | >30% tree canopy

En tant que système national obligatoire, le MSPO diffère fondamentalement des systèmes de certification de durabilité plus connus soutenus par les entreprises, tels que la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO). Le système de la RSPO n'est pas obligatoire, mais volontaire, car il est soutenu par certaines des plus grandes entreprises du monde impliquées dans la production d'huile de palme, d'Unilever à Nestlé. Cela signifie également qu'il s'adresse aux grands producteurs, ce qui le rend beaucoup plus coûteux, complexe et inaccessible pour les petits exploitants qui gèrent environ 50 % des terres consacrées à la production d'huile de palme dans le monde.

Il n'est donc pas surprenant qu'une nouvelle étude dans Science of the Total Environment constate qu'au cours des 30 dernières années, la certification RSPO a fini par assainir la déforestation à long terme. L'étude a évalué que la plupart des productions actuellement certifiées à Sumatra et à Bornéo sont situées dans des zones qui étaient, dans les années 1990, des forêts tropicales biodiversifiées qui étaient des habitats de grands mammifères.

Les nouvelles données de Global Forest Watch suggèrent que, contrairement aux résultats mitigés de la RSPO, le programme de la MSPO semble avoir un impact positif jusqu'à présent. Bien qu'il n'existe que peu ou pas de littérature scientifique indépendante sur l'efficacité de la MSPO, ces données indiquent qu'une approche soutenue par des mécanismes d'application locaux peut être efficace.

En 2017, l'écologiste canadien indépendant Robert Hii, rédacteur de CSPO Watch - qui surveille les programmes de certification de l'huile de palme durable - a visité des plantations de palmiers à huile certifiées dans le cadre du programme de la MSPO au Sarawak. Il a fait un commentaire pour HuffPost :

"Je savais que l'on me montrait le meilleur de la catégorie mais si les opérations que j'ai vues sont une indication de ce à quoi ressemblerait l'huile de palme durable malaisienne dans le cadre du programme MSPO, il n'y a aucun doute sur sa durabilité".

Fin 2019, deux tiers des plantations d'huile de palme malaisiennes étaient certifiées dans le cadre de la MSPO. La Malaisie vise maintenant à garantir que 100 % de son huile de palme soit certifiée d'ici à la fin de 2020.

Hii ne prétend pas que le système de la MSPO est parfait et a mis en évidence de nombreux domaines importants susceptibles d'être améliorés. Mais il souligne également que l'un des défis auxquels est confronté le gouvernement malaisien est qu'il ne contrôle pas directement les politiques d'utilisation des terres au niveau fédéral, qui sont exécutées par chacun des treize États locaux du pays. En particulier, les États de Sarawak et de Sabah, à Bornéo, ont encore plus de poids sur les questions d'utilisation des terres. D'autres États, comme Penang ou Perak, sont plus pauvres et à des stades de développement différents de ceux des autres régions du pays. Ces dynamiques internes complexes créent des défis politiques dans la mise en œuvre des politiques de durabilité mandatées par le gouvernement fédéral.

Dans ce contexte, une question majeure pour les pays occidentaux est de savoir comment ils peuvent travailler avec, plutôt que contre, les pays régionaux pour les aider à créer des mécanismes efficaces pour éliminer la déforestation.

Bien sûr, dans certains cas - comme au Brésil où le gouvernement accélère ouvertement et effrontément la déforestation - une approche beaucoup plus forte est nécessaire pour remplacer la politique actuelle de capitulation et de complicité abjecte. La question est de savoir comment équilibrer cela sous la forme d'un ensemble de politiques plus cohérentes.

Cela signifie qu'un changement fondamental s'impose dans l'approche globale de la lutte contre la déforestation, et qu'il faut se concentrer sur la création d'institutions de coopération plutôt que de concurrence.

L'UE commence à se rendre compte de l'échec de son approche précédente, mais elle n'a pas encore trouvé de solution plus cohérente.

Un document publié le mois dernier par la direction générale des politiques extérieures de l'Union du Parlement européen, par exemple, a admis qu'il serait "plus efficace et moins coûteux" que d'interdire les importations d'huile de palme, si les principaux producteurs d'huile de palme tels que la Malaisie et l'Indonésie devaient "mettre en œuvre un moratoire sur la déforestation".

Ce qui n'est pas clair, c'est ce qui découle de cette volte-face. Un autre rapport récent de la commission de l'agriculture et des affaires rurales du Parlement européen apporte un éclairage sur ce point. Le rapport encourage les "partenariats inclusifs" avec le Sud pour prévenir la déforestation, mais demande également de nouveaux pouvoirs juridiques et des normes de certification qui criminaliseraient effectivement la déforestation. Pourtant, il n'y a pas ou peu d'explications sur la manière dont cela pourrait fonctionner en pratique. Et l'UE a encore une très mauvaise compréhension des développements sur le terrain.

À un moment donné, par exemple, le rapport de la direction générale a rejeté l'impact positif des systèmes de certification en Indonésie et en Malaisie en se fondant sur des recherches dépassées. Prétendant que "moins d'un tiers de la production d'huile de palme est certifiée" dans ces pays, le rapport a conclu que ces efforts "n'atteignent donc pas leurs objectifs déclarés".

S'il ne fait aucun doute que ces systèmes doivent être améliorés et étendus de toute urgence, comme nous l'avons vu plus haut, les progrès en matière de certification en Malaisie sont en fait deux fois plus importants que l'estimation dépassée de l'UE, et le système de certification de la MSPO est bien plus substantiel que ne le reconnaît ce document.

Ce fossé entre la perception et la réalité met en évidence le véritable problème de l'approche de l'UE - un manque d'engagement scientifique et diplomatique suffisant avec les principaux pays producteurs, en particulier là où des progrès sont réalisés.

Non seulement cela conduit à un amalgame eurocentrique de pays comme l'Indonésie et la Malaisie sous une même tutelle - ce qui est tout simplement injustifiable - mais cela conduit également à un manque de compréhension fatal des défis qui se posent au niveau local au sein de ces nations en développement.

Les parlementaires et les fonctionnaires européens doivent faire davantage pour combler cette lacune. Qu'entend-on par "partenariat inclusif" ? Quel type de sanctions juridiques sont proposées et comment seraient-elles imposées ? Comment l'Europe peut-elle encourager les pays en développement à coopérer sur des normes communes de durabilité, compte tenu notamment de ses propres normes doubles en matière de déforestation ?

Une partie de la réponse à ces questions pourrait consister à recalibrer les accords commerciaux, ou à en établir de nouveaux, de manière à ce qu'ils donnent la priorité à des normes écologiques mutuellement acceptées, fondées sur la protection des forêts et la transition vers une énergie propre.

Pour les producteurs d'huile de palme qui respectent les normes environnementales visant à prévenir la déforestation, les agences intergouvernementales comme les Nations unies et l'UE, ainsi que leurs États membres les plus puissants, devraient, en guise de carotte économique, ouvrir leurs marchés. Pour que cela fonctionne, il faut bien sûr que les normes de conservation et de déforestation soient transparentes et applicables dans les pays respectifs.

Pour y parvenir, les Nations unies, l'Union européenne et d'autres organisations devront travailler en étroite collaboration avec les pays afin de mettre au point un mécanisme commun permettant de déterminer des normes de durabilité rigoureuses, qui soient juridiquement applicables en utilisant les pouvoirs juridiques nationaux.

Il est donc tout aussi important que l'incitation coexiste avec la perspective de sanctions significatives. Tout comme il existe des opportunités pour ceux qui respectent les normes environnementales, il devrait y avoir des conséquences pour ceux qui ne les respectent pas : perte d'accès aux marchés et suspension de la capacité à fournir des produits de base. Ces normes devraient cependant être suffisamment souples pour encourager le respect des règles afin d'obtenir un renouvellement des relations commerciales plutôt que l'intransigeance.

L'appel de l'UE à un ensemble cohérent de normes de certification mondiales à cet égard est sensé, mais ces normes ne peuvent pas être simplement imposées unilatéralement par l'Occident, mais doivent d'une manière ou d'une autre être co-développées avec les pays producteurs en tant que partenaires.

Le cas de la Malaisie pourrait servir de test pour déterminer comment un tel modèle pourrait fonctionner, avec des implications plus larges pour l'engagement de l'UE et de l'Occident avec le monde en développement. Pour réaliser de réels progrès, l'Union européenne doit s'efforcer de mieux comprendre et soutenir la lutte du pays en faveur de la durabilité, et de s'engager dans cette voie.

Le gouvernement fédéral de Malaisie se bat sur trois fronts : premièrement, pour renforcer les capacités nationales d'application de la MSPO dans les provinces locales qui détiennent traditionnellement l'essentiel des pouvoirs législatifs en matière d'utilisation des terres ; deuxièmement, pour encourager les petits exploitants agricoles qui passent à la certification durable obligatoire et qui la perçoivent souvent comme une charge financière importante ; troisièmement, pour garantir que ses normes soient aussi solides que possible sur le plan environnemental.

Dans tous ces domaines, une approche plus coopérative pourrait ouvrir de nouvelles possibilités à l'UE et à d'autres agences internationales pour aider la Malaisie à atteindre plus rapidement son objectif d'une production d'huile de palme 100 % durable : le soutien financier au programme de la MSPO alloué aux provinces locales nécessaires à leur mise en œuvre, ainsi que des subventions supplémentaires aux petits exploitants, pourraient constituer un investissement judicieux ; un mécanisme scientifique commun permettant de faire progresser et de renforcer les normes de la MSPO serait également important, de même que des mécanismes plus intégrés pour tirer parti des récentes mesures prises par la Malaisie pour accroître la transparence en publiant des cartes de toutes les concessions d'huile de palme afin de soutenir les efforts de surveillance internationale.

La réussite du modèle de la MSPO pourrait bien fournir une étude de cas d'un ensemble de dispositions institutionnelles, de politiques et d'instruments législatifs internationaux et nationaux qui peuvent être utilisés pour permettre à l'UE et aux agences internationales de surveiller et de répondre en temps réel aux risques de déforestation, tout en travaillant en étroite collaboration avec les producteurs locaux pour faire appliquer les lois soutenues par le pays qui criminalisent essentiellement la déforestation.

Un tel modèle pourrait être étendu et appliqué à d'autres régions, notamment l'Afrique et l'Amérique du Sud par exemple, où sa mise en œuvre nécessiterait toutefois une approche solide de la part de l'UE afin de garantir que des pays comme le Brésil soient à la fois pressés et incités à transformer fondamentalement leurs pratiques non durables de production de viande bovine.

Cela permettrait de protéger l'environnement, de contribuer à mettre un terme à la déforestation et de profiter aux consommateurs européens. Elle aiderait également les économies des pays du Sud et soutiendrait les petits exploitants agricoles.

Mais en fin de compte, la boucle est bouclée. Nous avons examiné les possibilités de nouvelles approches pour lutter contre la déforestation dans les pays producteurs. Mais qu'en est-il de la réduction de la machine de consommation industrielle qui alimente l'augmentation inexorable de la demande ? Est-il possible de ralentir notre trajectoire civilisationnelle globale de croissance sans fin, qui est la principale raison pour laquelle nous franchissons les frontières planétaires avec abandon ?

Échapper à la fin du jeu

Les nouvelles approches coopératives pour lutter contre la déforestation - un des symptômes de la crise mondiale de la civilisation - ne sont qu'un sous-ensemble d'actions dont nous avons besoin de toute urgence pour changer notre cap actuel vers une accélération de la catastrophe. L'autre sous-ensemble d'actions est lié aux causes profondes de la déforestation : la faim insatiable de la civilisation industrielle pour en avoir plus.

Une question que beaucoup d'entre nous se posent de plus en plus au milieu de la pandémie est la suivante : avons-nous vraiment besoin de tout cela ? Avons-nous vraiment besoin de ces emplois de merde ? Voulons-nous vraiment continuer à courir sur un tapis roulant ?

Cette question est également partiellement abordée dans le document de Nature Scientific Reports qui a identifié le risque de 90 % d'effondrement de la civilisation sur notre trajectoire actuelle de croissance démographique par rapport à la déforestation persistante.

Le document note que la principale raison pour laquelle "la consommation des ressources planétaires peut ne pas être perçue comme un danger mortel pour la civilisation humaine" est que les sociétés modernes sont "mues par l'économie". Une telle société "privilégie l'intérêt de ses composantes avec moins ou pas de souci pour l'ensemble de l'écosystème qui les accueille".

Pour échapper à notre trajectoire d'effondrement, l'étude affirme que "nous pourrions avoir à redéfinir un modèle de société différent, une "société culturelle", qui privilégie d'une certaine manière l'intérêt de l'écosystème par rapport à l'intérêt individuel de ses composants, mais finalement en accord avec l'intérêt général de la communauté".

En d'autres termes, pour éviter l'effondrement, nous avons besoin d'un changement de paradigme. La bonne nouvelle est que nous pourrions être en mesure d'éviter le pire des scénarios identifiés dans ce document. Tout comme les taux de déforestation semblent diminuer - pas assez rapidement et toujours de manière extrêmement tiède - les taux de croissance démographique prévus le sont également.

Comme le suggère une nouvelle série de prévisions publiées par The Lancet, la population mondiale pourrait commencer à diminuer après le milieu du siècle en raison de la baisse des taux de fécondité, au lieu de continuer à croître comme le prévoyaient les principales projections antérieures.

Le problème est que des fluctuations ou des baisses mineures ne modifient pas radicalement la prévision de base du modèle en matière de catastrophe dans les deux à quatre décennies à venir.

Bien que les paramètres du modèle pour la croissance de la population et la déforestation soient constants sur la base des "conditions actuelles", les auteurs de l'étude soulignent qu'"il est difficile d'imaginer, en l'absence d'efforts collectifs très forts, que de grands changements de ces paramètres se produisent à une telle échelle de temps" - malgré la possibilité de "fluctuations autour de ces tendances".

Cela souligne la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il ne suffit pas que les plus grandes économies industrielles du monde se contentent de pointer du doigt les pays producteurs et d'exiger que des mesures soient prises pour lutter contre la déforestation. Il est également urgent qu'ils changent leurs priorités. Cela signifie qu'il ne faut pas se contenter d'examiner la législation pour obliger les "autres" à changer de cap pendant que nous accélérons sans relâche notre propre voie de croissance sans fin. Cela signifie aussi, par conséquent, que nous devons réduire notre complicité avec les moteurs fondamentaux de la machine de croissance sans fin.

La pandémie nous apporte une dernière leçon. Nous ne pouvons pas survivre sur cette planète sans maintenir les écosystèmes planétaires essentiels à notre survie. Pour que la vie puisse s'épanouir, il faut qu'elle permette aux conditions de vie de se développer. Si nous avons l'intention de détruire les poumons de la terre, non seulement nous mettons en danger d'innombrables espèces, mais nous nous mettons nous-mêmes en danger. Si nous voulons éviter la prochaine pandémie, la catastrophe climatique, la crise de la biodiversité, voire l'effondrement de la civilisation, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sauver nos forêts.

Le Dr Nafeez Ahmed est directeur exécutif du System Shift Lab. Il est chercheur au Schumacher Institute for Sustainable Systems et membre de la Royal Society of Arts. Journaliste environnemental primé, stratège du changement et théoricien des systèmes, Nafeez est rédacteur en chef de la plateforme de journalisme

d'investigation financée par la foule, INSURGE intelligence. Il écrit sur le changement des systèmes mondiaux à VICE et était auparavant un blogueur du Guardian sur l'environnement couvrant la géopolitique des crises environnementales, énergétiques et économiques interconnectées. Il a été chercheur invité au Global Sustainability Institute de l'université Anglia Ruskin, où il a produit son dernier livre, *Failing States, Collapsing Systems : BioPhysical Triggers of Political Violence* (Springer, 2017). Il a remporté le prix de l'essai Routledge-GCPS 2010 et le prix 2015 Project Censored Award for Outstanding Investigative Journalism, et a été cité à deux reprises parmi les 1 000 Londoniens les plus influents de l'Evening Standard.

Six semaines de couvre-feu pour les cinq millions d'habitants de Melbourne

Courrier international - Paris Publié le 02/08/2020



Un homme portant un masque passe devant un parc d'attraction désert le 23 juillet 2020 à Melbourne. **PHOTO REUTERS/Sandra Sanders**

Dimanche 2 août, le Premier ministre de l'État de Victoria a décrété un état de catastrophe et annoncé de nouvelles restrictions aux habitants de la deuxième plus grande métropole d'Australie, reconfinés depuis le 7 juillet.

Les quelque 5 millions d'habitants de Melbourne passeront les six prochaines semaines *"sous le couvre-feu le plus strict de l'histoire de l'Australie"* [rapporte The Australian](#). Daniel Andrews, Premier ministre de l'État de Victoria, dans le sud-est de l'Australie, a en effet imposé dimanche 2 août de nouvelles restrictions, après avoir concédé que la stratégie actuelle de son gouvernement *"n'avait pas réussi à freiner le balayage mortel du coronavirus dans l'État"*.

Alors que Daniel Andrews déclarait l'état de catastrophe et appelait les habitants de l'État de Victoria à assumer une *"responsabilité collective"* pour stopper la marche du COVID-19, le responsable de la santé publique, Brett Sutton, a déclaré que le passage à l'étape quatre des restrictions mettait en évidence la gravité de la situation et qu'il fallait des mesures de *"choc et d'effroi"* pour faire passer le message aux habitants de la deuxième plus grande métropole australienne.

CNN rapporte que ces annonces sont intervenues *“après que le deuxième plus grand État australien a détecté 671 nouvelles contaminations au nouveau coronavirus en un seul jour”*.

Deuxième vague

“Vous devrez rester pour les six prochaines semaines là où vous avez dormi la nuit dernière”, a lancé Daniel Andrews aux habitants de Melbourne, annonçant un couvre-feu entre 20 heures et 5 heures du matin à partir de dimanche soir. Dans l’agglomération de Melbourne, une seule personne par foyer sera autorisée à quitter son domicile une fois par jour – en dehors des heures de couvre-feu – pour aller chercher des biens essentiels. Et elle devra rester dans un rayon de 5 kilomètres autour de son domicile.

“Les habitants de Melbourne avaient déjà été soumis à des mesures de confinement pendant la majeure partie du mois de juillet, après que la région a été identifiée comme l’épicentre de la deuxième vague australienne”, rappelle le site de la chaîne d’information continue. Un nouveau confinement de Melbourne avait en effet été décrété le 7 juillet, et le port du masque était devenu obligatoire dans l’ensemble de la ville le 23 juillet.

Dans l’État de Victoria, sept nouveaux décès ont été annoncés samedi, ce qui porte le total de l’État à 123, et 11 557 infections ont été confirmées.

Daniel Andrews a déclaré que l’État compte 760 *“cas mystérieux”*, où *“nous ne pouvons pas remonter à la source de l’infection”*. *“Ces mystères et cette transmission communautaire constituent à bien des égards notre plus grand défi et la raison pour laquelle nous devons passer à un ensemble de règles différentes”*, a-t-il ajouté.

Au 2 août, le bilan de la pandémie en Australie s’élevait à 208 morts pour près de 18 000 cas de Covid-19 recensés.

Manger de la viande et en mourir

Michel Sourrouille 4 août 2020 / Par [biosphere](#)



Le nombre d’épidémies répertoriées chez les humains dans le monde augmente en corrélation non seulement avec la perte de biodiversité mais aussi avec la densité croissante d’animaux d’élevage. Le nombre de bovins est passé de 1 milliard en 1960 à 1,6 milliard aujourd’hui, celui des porcins de 500 millions à 1,5 milliard et celui de la volaille de 5 milliards à 25 milliards. Dans le même temps, les épidémies humaines sont passées d’environ une centaine par an en 1960 à 500 à 600 par an en 2010. Les épidémies animales augmentent encore plus vite, car elles sont passées de moins d’une centaine en 2005 à plus de 300 en 2018. (étude publiée [dans la revue Biological Conservation](#))

Corrélation signifie ici relation de causalité. Beaucoup de maladies infectieuses humaines viennent des animaux, car nous partageons avec eux beaucoup de nos microbes. Au total, 60 % des maladies infectieuses et 75 % des maladies émergentes ont une origine animale. De plus, moins de biodiversité signifie plus de

circulation des pathogènes. Dans les paysages très diversifiés, avec une forte biodiversité, on a peut-être une diversité de pathogènes, mais la compétition entre espèces permet également cette régulation. La simplification des paysages augmente la possibilité de passage chez l'humain ; dès que quelque chose arrive, ça devient une épidémie. Les animaux domestiques sont souvent un maillon de la chaîne de contamination, tout est lié. Il faudrait donc diminuer la part de protéine animale dans la consommation humaine. Mais de nombreux autres éléments sont à prendre en compte, l'explosion démographique, le changement climatique, ou encore l'urbanisation. Le fait de l'élevage en batterie accroît les risques de pandémie, la circulation industrielle de la viande animale fait le reste.

FUSION, EFFONDREMENT ET TOUJOURS FANTASIA CHEZ LES FOUS...

3 Août 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Orlov disait que les forces de l'ordre, et les voyous avaient tendance à fusionner quand l'effondrement se voyait, dans un ballet complexe. [En Seine Saint Denis](#), les ripoux, les caïds de quartiers, faisaient régner une paix inattendue, qui a chavirée quand les dits ripoux se sont retrouvés au gnouf. La série "The Wire", et la partie sur "Amsterdam", était là aussi, prémonitoire. Sauf que les ripoux avaient tendance à un peu tabasser, taxer les dileurs, les saisir parfois, en maquillant quelque peu le montant de la saisie, même s'ils avaient compris qu'il fallait laisser vivre le quartier économiquement. Là aussi pour obtenir le "vrai" pib de la SSD, il faut multiplier par 3 avec la dope.

Rien d'étonnant d'ailleurs. En 1697, Braudel note que dans la généralité d'Orléans, le 1/4 de la population vit d'exploitations minuscules, mais qui produisent la dope de l'époque, le pinard.

De fait, le trafic de certaines drogues est quasi à ciel ouvert, sinon légal. La légalisation Castex, c'est comme faisait les ripoux : vous payez, un peu. Bientôt, les dileurs vont demander à pouvoir acheter une licence. Mais cela créerait un autre problème, comme à Amsterdam, plus besoin d'un tas de main d'oeuvre...

Mais pour ce qui est de la partie centrale du [pouvoir politique français](#), Paris, c'est aussi en fusion, côté tourisme.

[Côté fission nucléaire](#), ça fissionne aussi beaucoup moins, et sur ce point, Cochet n'avait pas tort. Sans fossile, pas de nucléaire, celui-ci n'existe même plus.

[Côté crétinisme](#), ça fusionne aussi. L'Azerbaïdjan menace d'attaquer la centrale nucléaire arménienne. Vue la taille réduite des pays de la région, il y a fort à parier que seraient détruites l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et la Géorgie, et fortement contaminées, l'Iran, la Turquie, et le sud de la Russie... Mais quand on est con, on ne compte pas. 30 000 km², 87 000 et 70 000, c'est largement peu pour une centrale nucléaire type Tchernobyl. Mais comme ça, après, les Arméniens auraient la paix. Plus personne ne voudrait aller chez eux...

Pour continuer dans le crétinisme fini, je vais vous parler, ou plutôt Paul Craig Roberts va vous parler des libéraux blancs. Abandonnez vos biens, dit la [police de Minneapolis](#) aux agressés. Faites surtout pas mal aux opprimés, comme cette répugnante vieille de 99 bâtons, qui en a pris un pour se battre avec son agresseur.

[Les libéraux blancs](#) se suicident. On les regrettera pas, et on aurait préféré qu'ils le fassent plus tôt. Si ils veulent un verre d'arsenic, un grand, on peut leur fournir. Visiblement, comme plus personne ne croit les médias, les USaméricains s'arment en masse...

"The deadliest question is how to accommodate blacks. One mustn't say what everyone knows, that blacks are the least educable, least productive, most criminal, most violent, most dependent, and least

assimilable of the population. If anything can be done about any of these, it won't be, because no one is permitted to name the problem. No one is in charge. "

[A mesure](#) que le gâteau économique régresse, la question des générosités avec certaines "communautés", va se poser. La carte des destructions est celle des destructions autorisées, dans les villes "bleues" ou démocrates, où les autorités de police ont reçues l'ordre de laisser faire. Ailleurs, c'est risquer la confrontation avec la police, qui cette fois ne rigolera pas, et encore pire, avec des milices qui ne rigoleront elles non plus, pas du tout, sauf quand elles tireront dans le tas.

Le commerce des bunkers souterrains est en plein essor alors que les événements mondiaux s'emballent

par Michael Snyder le 3 août 2020



C'est vraiment le bon moment pour vendre des bunkers souterrains. La pandémie COVID-19, les troubles civils dans les grandes villes américaines et l'inquiétude quant à ce qui pourrait encore se produire se sont combinés pour créer une énorme demande de "biens immobiliers de survie". De toutes mes années d'écriture, je n'ai jamais rien vu de tel. J'ai entendu tant de personnes qui ressentent soudain une grande urgence à se préparer à l'effondrement total de la société, et un certain nombre d'entre elles ont récemment déménagé ou prévoient de le faire dans un avenir proche. Pour certains, quitter complètement le pays semble être la meilleure option, mais pour la plupart des autres, l'objectif est de trouver un moyen de survivre au chaos qui s'annonce ici aux États-Unis.

Bien sûr, beaucoup de personnes sont encore liées aux grands centres de population par leur travail, et pour beaucoup d'entre elles, un "bunker de survie" dans un endroit isolé vers lequel elles peuvent se réfugier si les choses deviennent assez folles est une option attrayante.

Dans le Dakota du Sud, une entreprise a créé la "plus grande communauté de survie sur Terre", et le New York Post a récemment interviewé un homme de 69 ans, Tom Soulsby, qui a acheté l'un des tout premiers bunkers souterrains de cette communauté...

Tom Soulsby, 69 ans, et sa femme, Mary, ont été parmi les premiers à acheter un bunker à Vivos xPoint - la "plus grande communauté de survie sur Terre" autoproclamée - près de la ville d'Edgemont dans le Dakota du Sud. En 2017, il a versé un acompte de 25 000 dollars et a signé un bail de 99 ans (avec des frais de 1 000 dollars par an) pour occuper un bunker souterrain en béton de forme elliptique de 2 200 pieds carrés, utilisé autrefois comme forteresse militaire pendant la Seconde Guerre mondiale pour stocker des armes et des munitions.

Pendant un certain temps, les ventes n'ont pas été très dynamiques. Mais en 2020, les ventes de bunkers souterrains de Vivos xPoint ont "augmenté de plus de 600 %"...

Lorsque Soulsby a signé sur la ligne pointillée, il faisait partie d'une poignée de nouveaux propriétaires. Mais en 2020, Vivos xPoint est devenu un bien immobilier très recherché. Le prix est passé à 35 000 dollars, explique Robert Vicino, le promoteur californien et PDG du groupe Vivos, qui a été lancé en 2008, et les ventes de bunkers ont "augmenté de plus de 600 %".

J'admire vraiment ce qu'ils essaient de faire, et je suis sûr que le fait de faire des reportages importants sur votre communauté aide les ventes, mais cela fera aussi de la communauté une cible lorsque les choses se mettront vraiment à bouger.

Un autre projet qui a fait beaucoup de bruit est "the Survival Condo" dans le centre du Kansas. Il est complètement souterrain et a été conçu à l'origine pour survivre à une guerre nucléaire...

Le Survival Condo a beaucoup de caractéristiques de votre abri anti-atomique standard. Il est situé sous terre (200 pieds sous terre, au milieu du Kansas rural, à 200 miles de Kansas City). Il a été construit pendant la guerre froide (comme installation de lancement de missiles nucléaires). Il a également été réaménagé avec des murs en béton armé de 2,5 mètres d'épaisseur, conçus pour résister à tout, des tornades aux ogives nucléaires de 12 kilotonnes qui tombent à un kilomètre et demi de distance.

Ce silo nucléaire converti a été décrit comme un "gratte-ciel souterrain", et c'est ainsi que l'auteur Bradley Garrett a décrit sa visite au "Niveau 11"...

Au niveau 11 du Survival Condo, à environ 50 mètres sous terre, Hall et moi visitons une maison de 1 800 pieds carrés. J'ai eu le même sentiment que lorsque je suis entré dans une chambre d'une chaîne d'hôtels. L'appartement n'a jamais été utilisé. Il est équipé d'un tapis imprimé Navajo, d'un canapé blanc et d'une cheminée en pierre avec une télévision à écran plat. Un comptoir en marbre se prolonge jusqu'à un bar séparant le salon de la cuisine, qui est remplie d'appareils électroménagers haut de gamme.

Cela semble assez joli, mais les appareils ne sont pas bon marché.

En fait, les prix commencent à plus d'un million de dollars...

Les appartements du demi-étage s'élèvent à 1,5 million de dollars (1,2 million de livres sterling), les appartements du plein étage à 3 millions de dollars (2,4 millions de livres sterling) et un penthouse de deux niveaux de 3 600 pieds carrés s'est vendu à 4,5 millions de dollars (3,6 millions de livres sterling). Au total, 57 personnes vivront dans 12 appartements, chacun d'entre eux payant 5 000 \$ (4 000 £) de plus par mois en frais d'association de résidents. L'un des appartements, acheté en espèces, est conçu comme une cabane en rondins, avec un loft donnant sur une fausse cheminée, flanqué d'une chaîne de montagnes enneigées affichée sur six écrans.

La société qui vend les appartements insiste sur le fait que l'emplacement est super secret, mais si c'est effectivement le cas, ce n'est probablement pas une bonne idée de laisser des journalistes se promener à l'intérieur de l'établissement avec une équipe de tournage.

En tout cas, seuls les ultra-riches pourront y vivre, car la plupart des Américains ne pourraient même pas rêver de pouvoir se permettre un lieu de tournage aussi élaboré.

Mais nous devrions tous faire ce que nous pouvons pour nous préparer aux dures années qui nous attendent, parce que les choses vont devenir vraiment, vraiment folles.

Nous vivons une époque vraiment sans précédent, et ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que le début.

Alors que les événements mondiaux échappent à tout contrôle, de nombreux membres de l'élite se dirigeront vers leurs bunkers souterrains, et certains y sont déjà...

Alors que les infections à coronavirus se sont répandues à travers les États-Unis au début du mois de mars, un cadre de la Silicon Valley a appelé le fabricant d'abris de survie Rising S Co. Il voulait savoir comment ouvrir la porte secrète de son bunker de plusieurs millions de dollars situé à trois mètres sous terre en Nouvelle-Zélande.

Le chef technique n'avait jamais utilisé le bunker et ne se souvenait pas comment le déverrouiller, a déclaré Gary Lynch, directeur général de la société Rising S Co. basée au Texas. "Il voulait vérifier la combinaison de la porte et posait des questions sur le courant et le chauffe-eau, et s'il devait prendre de l'eau supplémentaire ou des filtres à air", a déclaré Lynch. L'homme d'affaires dirige une entreprise dans la région de la baie mais vit à New York, qui est en train de devenir l'épicentre mondial du coronavirus.

Ce doit être agréable d'avoir un bunker souterrain de luxe en Nouvelle-Zélande.

Malheureusement, la plupart des Américains vont devoir faire face à ce qui les attend là où ils se trouvent actuellement.

Mais que vous ayez un bunker souterrain ou non, la vérité est que des temps difficiles s'annoncent pour nous tous, et aucune somme d'argent ne pourra changer cela.

SECTION ÉCONOMIE



deux cas,... Lire la suite

La grande crise financière de 2006-2009 n'a jamais été résolue, elle a été reportée. La prochaine fois, elle sera trop grosse pour l'être à nouveau.

Publié le 4 août 2020 à 06:00:00 / 0 commentaire / 279 vues

Le monde a connu le syndrome du « Too big to fail » lors de la quasi-faillite de LTCM (Long Term Capital Management) en 1998, ainsi qu'en 2008. Dans les



Bernard Monot: « Un groupe d'experts financiers & d'ex banquiers centraux alertent contre un éventuel défaut qui mettrait la finance mondiale à genoux ! »

Publié le 3 août 2020 à 21:00:18 / 0 commentaire / 999 vues

Bernard Monot: « Krach: Un groupe d'experts financiers & d'ex banquiers centraux alertent contre un éventuel défaut qui mettrait la finance mondiale

à... Lire la suite



Coronavirus: un été morose pour les commerçants !

Publié le 3 août 2020 à 14:00:20 / 0 commentaire / 201 vues

Le chômage partiel est prolongé jusqu'à la fin de l'année dans le secteur du tourisme. Une mesure indispensable car les recettes sont maigres dans ce secteur depuis... Lire la suite

La grande crise financière de 2006-2009 n'a jamais été résolue, elle a été reportée. La prochaine fois, elle sera trop grosse pour l'être à nouveau.

Source: or.fr Le 04 Août 2020

Le monde a connu le syndrome du « Too big to fail » lors de la quasi-faillite de LTCM (Long Term Capital Management) en 1998, ainsi qu'en 2008. Dans les deux cas, le système financier était à quelques minutes d'un effondrement total, mais les banques d'investissement ont été sauvées à un coût énorme. Aucun banquier senior n'a été licencié ou poursuivi, et leurs bonus ont continué de monter pour atteindre des niveaux ridicules. Le gagnant prend tout !

Grâce à l'impression de billets par la banque centrale et la garantie d'au moins 25 000 milliards \$, le système a été temporairement épargné. Mais il n'a pas été sauvé. Le problème est devenu exponentiellement plus gros. Nous en sommes là aujourd'hui. La grande crise financière de 2006-2009 n'a jamais été résolue, elle a été reportée. L'échéance a été repoussée, mais la prochaine fois, elle sera trop grosse pour l'être à nouveau.

Morgan Stanley : préparez-vous au retour de l'inflation

By Or-Argent - Août 4, 2020



Récemment, nous avons publié une interview de [Russell Napier dans laquelle il explique pourquoi il est passé dans le camp des inflationnistes](#). Désormais, c'est au tour de **Michael Wilson, de Morgan Stanley**, de développer le même raisonnement, à savoir qu'aujourd'hui, c'est le **Congrès qui est le facteur principal de la croissance de la masse monétaire**. Ce qui finira, tôt ou tard, par créer cette inflation tant convoitée :

Qui est vraiment aux commandes ?

« Alors que l'économie américaine et mondiale traverse l'une de ses pires récessions, la plupart des investisseurs avec qui nous échangeons rejettent nos avertissements concernant les risques d'inflation. Ils nous demandent comment nous pourrions avoir de l'inflation avec un chômage de plus de 10 %, ainsi qu'une suroffre dans des tas de secteurs, du pétrole à l'Horeca en passant par de nombreux services.

Si nous allons probablement observer de forts déséquilibres dans l'économie réelle pendant plusieurs trimestres, peut-être même des années, l'indicateur le plus significatif concernant l'inflation clignote déjà, à savoir la **masse monétaire, ou M2**. Il y a 50 ans, Milton Friedman a prononcé la phrase désormais célèbre : « *L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire*. » Il est clair que nous n'avons jamais enregistré une telle hausse de la masse monétaire. Si M. Friedman a raison, le risque d'inflation n'est-il pas très élevé ? La hausse abrupte des métaux précieux suggère que les marchés envisagent cette possibilité.

Exhibit 1: Money supply (M2) growth has never been greater. What are the consequences?



Bien sûr, la masse monétaire avait également augmenté rapidement après la crise financière. L'inflation ne s'est jamais manifestée de façon significative par la suite. Ce fait a enhardi ceux qui pensent que la FED peut créer autant de monnaie qu'elle le souhaite sans générer d'inflation. En tout cas pas suffisamment pour provoquer une hausse des taux nominaux et à long terme. Vu la mauvaise évaluation du prix des actifs à taux longs, de l'embouteillage sur ces marchés, cela pourrait s'avérer être une supposition coûteuse.

Durant ces derniers mois, nous avons expliqué pourquoi nous pensons que la réponse à cette crise est fort différente de la précédente. Sur le front monétaire, la FED a réagi plus vite, et plus agressivement, en sortant son bazooka et en intervenant directement sur les marchés du crédit. En bref, elle a tout donné dès le début, sans montrer l'ombre d'une hésitation afin de soutenir les marchés et l'économie. Cette agressivité s'explique en partie par le fait que les 4 trillions de dollars de QE n'ont pas généré d'inflation significative. Cependant, cette fois la **réponse fiscale est complètement différente**.

- Tout d'abord, le gouvernement a envoyé directement de l'argent aux consommateurs et aux petites entreprises afin de soutenir l'économie. Ce qu'on appelle les hélicoptères monétaires.
- Deuxièmement, il est intervenu directement sur les marchés du crédit via les programmes PPP et Main Street Lending.
- Enfin, pour ce qui est probablement le facteur le plus important pour anticiper cette inflation, le Congrès a décidé de garantir des crédits accordés par des banques commerciales, ou encore d'offrir des délais de grâce pour les crédits hypothécaires et d'autres engagements, comme les loyers, via le CARES Act.

Selon moi, cela signifie que le Congrès est désormais un acteur critique de la croissance de la masse monétaire, alors que la FED s'est déjà engagée à augmenter la taille de son bilan autant qu'il le faudra afin de soutenir la reprise. La santé du système financier est également importante. La FED peut faire gonfler son bilan, mais cela ne débouchera pas nécessairement sur l'augmentation de la demande de l'inflation. C'est ce qui s'est passé après la crise financière de 2008. Vu que le système financier était disloqué, les banques n'étaient pas en position de prêter. En fait, elles ont réduit leur portefeuille de crédits. Cette fois-ci, les banques sont dans une bien meilleure position. Vu l'intervention du Congrès, il y a de réelles chances pour que le multiplicateur monétaire ne baisse pas beaucoup.

Enfin, les hélicoptères monétaires et autres programmes de stimulations sont populaires. Soit quelque chose que les politiciens apprécient. De ce fait, nous pensons qu'il est fortement improbable que le Congrès ne reconduise pas ces avantages sociaux qui sont négociés en pleine année électorale. Cela dit, cela ne signifie pas qu'il faut ignorer les incertitudes en attendant leur ratification. Cela pourrait peser sur les actions à court terme. C'est, à vrai dire, notre scénario, mais nous profiterions de cette faiblesse pour augmenter notre exposition aux actions, surtout dans les cycliques.

Pour conclure, le Congrès occupe désormais le siège du conducteur en ce qui concerne la croissance de la masse monétaire en raison des programmes fiscaux qui sont implémentés. Et comme Milton Friedman l'a dit, « *il n'y a rien de plus permanent qu'un programme gouvernemental temporaire* ». C'est potentiellement plus inflationniste qu'anticipé, ce qui signifie que les taux longs peuvent grimper. Très peu de portefeuilles sont préparés à une telle éventualité. Un tel basculement peut se matérialiser rapidement, lorsque l'on ne s'y attend pas. Ce qui nous ramène à l'une de nos citations préférées : « *Être trop tôt, c'est être à l'heure, et ceux qui arrivent à l'heure sont en retard.* »

[Source](#)

L'âge moyen des voitures et des camions sur la route établit un record, il va augmenter pendant la pandémie alors que les ventes de véhicules neufs plongent au niveau des années 1970

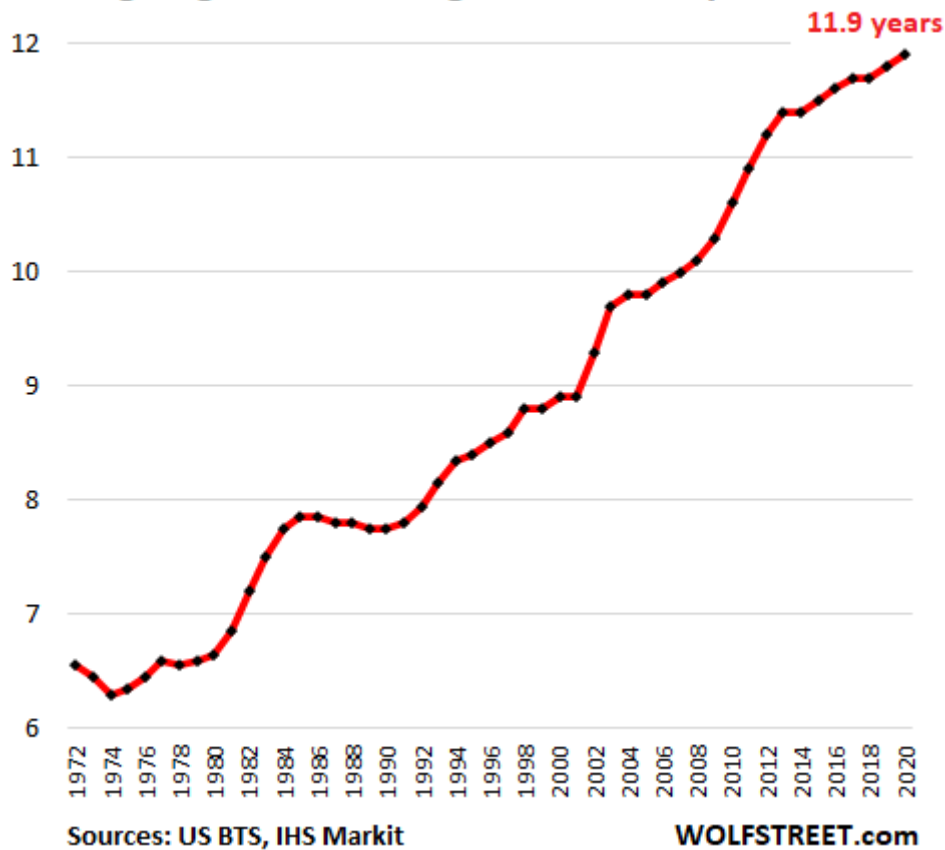
par Wolf Richter - 31 juillet 2020

Pour les constructeurs automobiles, ce marché était déjà difficile avant la pandémie : des décennies de stagnation des ventes à l'unité, découpées par un plus grand nombre de concurrents, avec une croissance des revenus de l'industrie par une hausse des prix. Puis est venue la pandémie.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

L'âge moyen des voitures particulières et des camions en circulation aux États-Unis - les "véhicules légers en service" ou VIO - a atteint un nouveau record de 11,9 ans en 2020, selon IHS Markit. Mais cela n'inclut pas encore les effets de la pandémie sur l'industrie automobile. Nous y reviendrons dans un instant :

Average Age of Cars & Light Trucks in Operation



L'augmentation de l'âge moyen de la VIO est un mélange de facteurs. L'un des facteurs est que les véhicules durent plus longtemps et que les consommateurs sont moins pressés de les remplacer. Des clients pointilleux, astucieux et exigeants font sans cesse pression sur les constructeurs automobiles pour qu'ils se surpassent afin de survivre et de prospérer sur un marché ultra-concurrentiel qui a été une course folle à somme nulle, avec des hauts et des bas furieux, et finalement sans aucune croissance des ventes à l'unité depuis plus de deux décennies.

L'impact des ventes de véhicules neufs en 2020.

Les ventes de véhicules neufs représentent l'afflux dans la flotte américaine de véhicules en service. La mise à la casse et les exportations de véhicules d'occasion représentent les sorties.

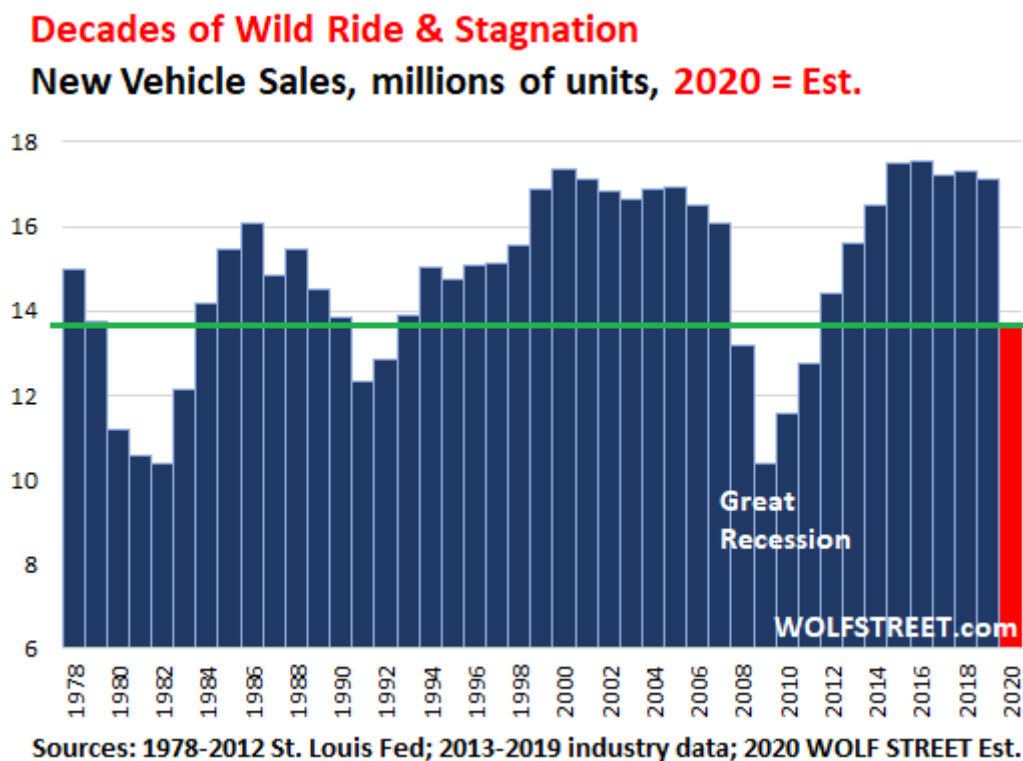
Les ventes de voitures et de camions neufs en 2020 ont diminué d'environ 24 % par rapport à l'année dernière au cours du premier semestre. Mais 2019 n'a pas été une année record. C'était déjà la troisième année en dessous du pic de 2016 et les ventes étaient inférieures à celles de 2000 - il y a vingt ans. Alors, à quoi ressemble l'année 2020 ?

Les ventes au détail étaient encore en baisse en juin par rapport à juin de l'année dernière, mais elles ont augmenté par rapport aux niveaux lamentables d'avril et mai. Je m'attends à ce qu'elles continuent à baisser pendant le reste de l'année, mais restent nettement inférieures à ce qu'elles étaient l'année dernière au second semestre.

Les ventes aux flottes de location - d'énormes clients - se sont effondrées pendant la pandémie, et les flottes de location sont dans une crise existentielle. Deux d'entre elles ont déposé leur bilan : Hertz Corporation, qui

comprend Hertz, Dollar, Thrifty, Firefly) et Advantage. Les ventes aux flottes de location resteront en mode d'effondrement en 2020.

J'estime donc que pour l'ensemble de l'année, les ventes totales de véhicules neufs diminueront de 20 %, à quelques points de pourcentage près (colonne rouge). C'est moins que la baisse enregistrée pendant la crise financière - qui pourrait s'avérer être un vœu pieux. La ligne verte indique la direction que prend cette baisse, à savoir le retour aux niveaux de vente des années 1970. Et pour les constructeurs automobiles, ce graphique est un cauchemar :



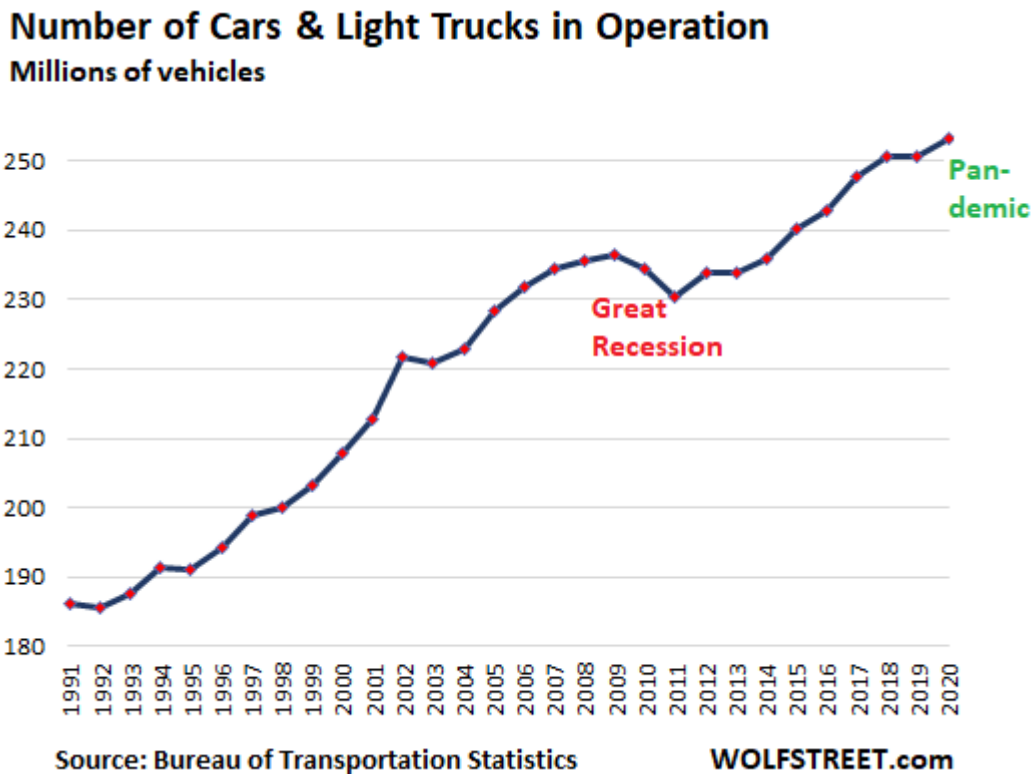
L'une des principales raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de croissance au cours des deux dernières décennies est l'âge croissant des véhicules en circulation.

De 1985 à 2020, l'âge moyen des VIO a augmenté de quatre ans, passant de 7,8 ans à 11,9 ans. En 1985, alors que je me faisais les dents dans l'industrie automobile, on se lamentait sur l'âge croissant des véhicules, et les gens pensaient que la tendance devrait s'inverser rapidement, car les Américains se fatigueraient à conduire ces vieux tacots, et ils ne tarderaient pas à essaimer les concessionnaires pour les échanger, et tout le monde vendrait plus, gagnerait plus et serait heureux. Et pendant quelques années, cela s'est produit, quoique très modestement. Mais dans les années 1990, la tendance s'est inversée avec une véhémence croissante, l'âge moyen passant de record en record.

Et les ventes en 2020 seront de nouveau au niveau des années 70, et ce marché stagnant à long terme est en train d'être découpé par un nombre croissant de constructeurs automobiles : Les principaux nouveaux venus depuis 1985 sont Hyundai et Kia, qui ont tous deux absorbé une grande partie de la part des autres constructeurs, Mitsubishi en tant que marque franchisée (bien que Chrysler ait vendu des Mitsubishi rebadgées pendant des années) et Tesla. Il est difficile d'imaginer une industrie plus dure.

L'âge moyen des véhicules en service fait une énorme différence quant au nombre de véhicules neufs que l'industrie peut vendre sur ce marché, même si la taille du parc automobile national augmente. Et la flotte s'est

agrandie. Les Américains exploitent plus de véhicules que jamais. Selon le Bureau des statistiques sur les transports, il y a maintenant 253 millions de voitures, de VLT, de camionnettes et de pick-up en circulation aux États-Unis. Ce chiffre n'inclut pas les motos, les camions moyens et lourds et les bus :



Mais il faut noter que la taille de la flotte a diminué au cours des deux années qui ont suivi la Grande Récession, alors que les ventes de véhicules neufs se sont effondrées et que les gens ont conduit ce qu'ils avaient, ont conduit moins, ou ont perdu leur voiture et ont cessé de conduire.

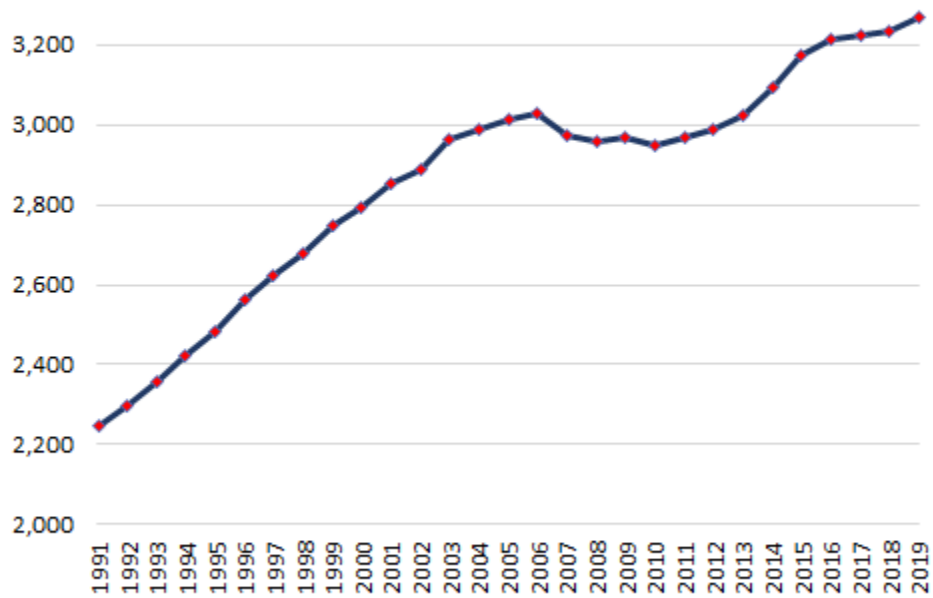
Pendant la pandémie, au moins en 2020, les ventes de véhicules neufs ont également chuté, ce qui ralentit l'afflux de véhicules dans le parc automobile national. Et cela a un impact l'année prochaine et dans les années à venir sur l'âge moyen des véhicules en circulation : Cet afflux de nouveaux véhicules a considérablement ralenti, et les véhicules en service vont être conduits plus longtemps avant d'être mis à la casse. Et cela augmente l'âge moyen.

Le nombre total de kilomètres parcourus aux États-Unis a beaucoup à voir avec les trajets quotidiens. Si beaucoup de gens travaillent, le nombre de kilomètres parcourus pour se rendre au travail est plus élevé. Pendant une crise du chômage, comme pendant la Grande Récession ou actuellement, moins de kilomètres sont parcourus - et les véhicules durent plus longtemps quand on les conduit moins, ce qui exerce une pression supplémentaire à la baisse sur les ventes de véhicules neufs.

Le graphique ci-dessous indique le nombre total de kilomètres parcourus par an, sur la base des estimations de l'Administration fédérale des routes. Il n'inclut pas encore l'impact de la pandémie - nous y reviendrons dans un instant :

Total Miles Driven in the US, Annual

Billions of miles



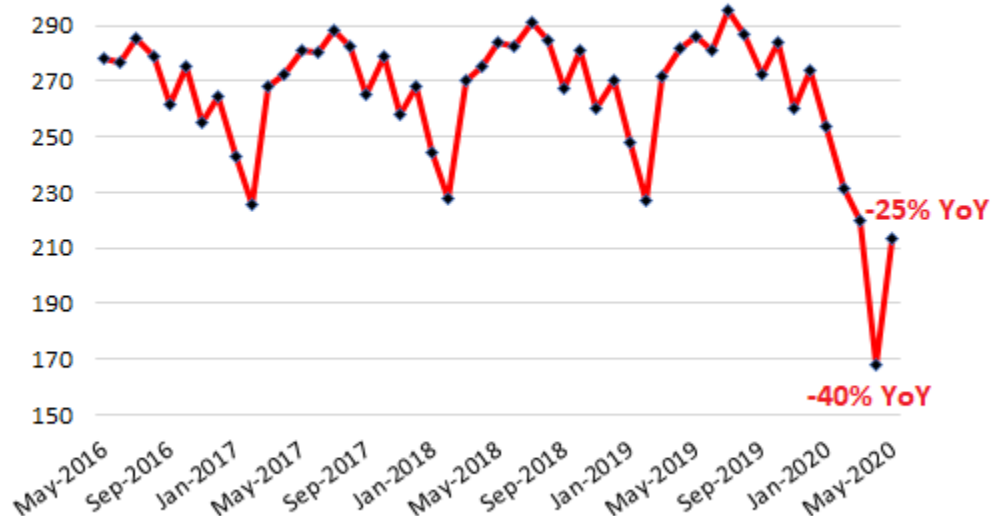
Source: Federal Highway Administration

WOLFSTREET.com

La pandémie, les fermetures et la crise du chômage ont eu un impact important sur les kilomètres parcourus : En avril, ils étaient en baisse de 40 % par rapport à avril de l'année dernière. En mai, selon les dernières données de la FHWA, ils ont rebondi, mais étaient encore en baisse de 25 % par rapport à l'année précédente :

Total Miles Driven, Monthly

Billion Miles, Not Seasonally Adjusted



Source: Federal Highway Administration

WOLFSTREET.com

En mai, il y avait 30 millions de personnes qui demandaient une assurance chômage au niveau fédéral ou de l'État - et c'était encore le cas en juillet. En ce qui concerne les déplacements domicile-travail, la reprise ne sera donc pas très importante en juin et juillet. Mais les gens se déplacent en voiture pour aller en vacances, au lieu

de prendre l'avion - un autre de ces grands déplacements dus à la pandémie - et cela compensera dans une certaine mesure les kilomètres de trajet perdu en été.

Pour les constructeurs automobiles, ce marché était très difficile avant la pandémie, avec une stagnation structurelle des ventes à l'unité, découpées par un plus grand nombre de concurrents, où les seules augmentations de revenus proviennent de la hausse des prix. Et ils s'en sont très bien sortis.

Je mettrai à jour les indices de prix de mes F-150 XLT et Camry lorsque les modèles 2021 seront mis en vente dans le courant de l'année. Mais mon indice des prix de la Camry LE indique que de 1990 à l'année modèle 2020, les prix ont augmenté de 70 %. Et l'indice des prix de mon F-150 indique que de 1990 à 2020, les prix ont augmenté de 163 %. Donc oui, les constructeurs automobiles ont trouvé une solution sur ce marché : Améliorer constamment le produit pour rester en vie et augmenter considérablement les prix.

Un vaccin pour la vente au détail ? Ma vue des tranchées

par John McNellis - août 2, 2020

Chaque ville est confrontée à des centres commerciaux en déclin et à des quartiers commerciaux désaffectés. Y a-t-il un remède ? Non. Les commerçants défaillants étaient déjà en route pour la morgue. Existe-t-il un vaccin qui puisse aider ? Oui.

Par John E. McNellis, directeur de McNellis Partners, pour WOLF STREET :

Les détaillants ont le virus. Tout comme les gens, les différents détaillants réagissent à cette infection de manière très différente. Les commerçants souffrant de comorbidités souffrent - ou meurent - tandis que ceux qui ne souffrent pas de maladies de longue durée sont asymptomatiques, voire en bonne santé.

La surcapacité - trop de magasins - est la principale maladie chronique du commerce de détail américain depuis des décennies. En 2017, Forbes a noté que "depuis 1995, le nombre de centres commerciaux aux États-Unis a augmenté de plus de 23% et la surface locative brute totale de près de 30%, alors que la population a augmenté de moins de 14%".

Selon Forbes, l'Amérique dispose d'environ 50 pieds carrés de surface commerciale par habitant alors que l'Europe n'en a que 2,5. Nous avons trop de détaillants qui vendent la même chose - appelons ça un truc - dans toutes les villes du pays.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Tout d'abord, les détaillants que vous pensiez morts il y a des années - notamment Sears, J.C. Penney et Kmart - vont enfin rendre l'âme. Ensuite, d'autres qui ont une mauvaise gestion, un endettement trop important ou une concurrence écrasante vont également disparaître.

En conséquence, toutes les villes du pays seront confrontées à des centres commerciaux moribonds et à des quartiers commerciaux désaffectés. La récession se poursuivra au cours des prochaines années, et le commerce de détail perdra le fil. Existe-t-il un remède ? Non. Les détaillants défaillants étaient déjà en route pour la morgue ; le virus n'a fait que hâter leur disparition. Existe-t-il un vaccin qui puisse les aider ? Oui, et sans vouloir utiliser une métaphore médicale, il existe un cocktail de remèdes civiques qui, s'ils étaient mis en œuvre, aideraient à stabiliser la vente au détail.

Cessez de zoner davantage le commerce de détail.

"D'abord, ne pas nuire" est une phrase médicale accrocheuse qui devrait servir de shibboleth pour les urbanistes et les conseils municipaux. Dans ce contexte, elle signifie "Stop zoning more retail".

La dernière chose dont les commerçants en difficulté ont besoin, c'est de plus de concurrence. Et, compte tenu des vents contraires, il serait optimiste de supposer que le commerce de détail reviendra bientôt, voire jamais, à un jeu à somme nulle (c'est-à-dire que les vacances seront compensées par de nouveaux locataires). Les villes qui se lancent dans la vente au détail risquent de créer un fléau instantané, des vitrines qui ne se rempliront jamais. Pour se rétablir, le commerce de détail doit se réduire à une taille durable - quelque part entre nous et la taille zéro de l'Europe - puis se stabiliser.

En particulier, les villes à la mode doivent abandonner leurs fantasmes de mixité. Il est dommage que les commerces de détail - des espaces qui ne seront jamais loués - aient déjà été construits par des promoteurs de bureaux et d'appartements réticents. Pourquoi ? Ils y ont été contraints par des urbanistes aux yeux étoilés qui rêvaient de transformer leur ville en quartier ouest de Manhattan. Pour que le commerce de détail ait une chance de s'imposer, il faut trois choses : un accès, une visibilité et une circulation (qu'elle soit automobile ou piétonne) de qualité. Peu de projets à usage mixte offrent ne serait-ce qu'une de ces conditions.

Assouplir le zonage pour le "commerce de détail" traditionnel.

"Deuxièmement, assouplir le zonage" n'est pas aussi accrocheur que "ne pas nuire", mais c'est aussi important. Le zonage traditionnel du commerce de détail exige qu'un commerçant vende réellement des choses, des biens matériels comme des livres ou des vêtements souples comme des vêtements. Les villes doivent se rendre à l'évidence que ce sont les types d'entreprises figurant sur la liste doublement secrète des entreprises en danger, les utilisations les plus vulnérables au commerce électronique ; une fois qu'elles disparaissent, elles disparaissent.

N'imposer que de "vrais détaillants" dans un quartier commerçant, c'est comme construire un nichoir pour les pigeons voyageurs. Peu importe leur beauté, ils sont toujours éteints.

Comment assouplir le zonage ? Facile : d'abord, vous réduisez les quartiers commerciaux eux-mêmes, puis vous autorisez tout commerce qui a un client, un patient, un étudiant ou tout autre type de visiteur. Vous abandonnez votre interdiction des banques et des services financiers, vous autorisez les dentistes, les agences de voyage, les salles de sport, les studios de yoga, les médecins - même les avocats et les lecteurs de cartes de visite - tous les services personnels imaginables à occuper ces devantures de magasins, autrement inutilisables.

De plus, si vous souhaitez vraiment aider vos quartiers de vente au détail, vous laissez tomber les interdictions contre les chaînes de magasins. Chaque chaîne de magasins aux États-Unis a commencé comme un seul magasin. Interdire les chaînes, c'est tout simplement mettre en péril le succès dans l'espoir de conserver à un quartier donné son caractère unique. Si vous souhaitez avoir une collection pas si unique de vitrines vides, vous maintenez l'interdiction des magasins dans lesquels les gens veulent réellement faire leurs achats.

"Quand pouvez-vous commencer ?"

"Troisièmement, réduisez les réglementations" est encore moins accrocheur, mais les villes de province qui font tout pour stimuler le développement devraient prendre exemple sur les villes de province. Il y a quelques années, nous avons contacté une petite ville sur l'autoroute 5 pour lui parler d'un supermarché que nous voulions construire. "La seule question du directeur de la ville était : "Quand pouvez-vous commencer à construire ?

Et, fidèle à sa parole, la ville a approuvé nos plans aussi vite que nous avons pu les soumettre. Les détaillants nationaux ont le choix de s'implanter ou non, de déployer leurs efforts. Souvent, une ville donnée n'est pas plus attrayante que 20 autres. Et les détaillants ont des sentiments (la plupart d'entre eux, en tout cas) ; ils veulent aller là où ils se sentent les bienvenus. D'où le grand attrait du Texas. Il n'y a pas de panacée, mais avec des efforts et une meilleure compréhension de la part des villes, le commerce de détail n'a pas besoin de s'épuiser.

Par John E. McNellis, directeur de McNellis Partners, pour WOLF STREET

Nous avons perdu une demi-douzaine de détaillants - restaurants, vêtements, massages... Des locataires qui ont en fait dit, poursuivez-moi en justice, je vais me promener. Et les locataires des magasins de remplacement sont juste derrière les chouettes tachetées sur la liste des espèces menacées.

Le Bureau du Recensement a présenté son sinistre point de vue sur le choc de l'emploi pendant la pandémie : Pas encore d'amélioration

par Wolf Richter - août 3, 2020

Les personnes à faibles revenus ont été écrasées. De nombreux salariés à revenus élevés pouvaient travailler à domicile.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

Il est devenu difficile de déterminer la situation réelle du chômage aux États-Unis. Le gouvernement produit deux grands indicateurs qui se contredisent. Le ministère du travail a déclaré jeudi dernier que 30,2 millions de personnes continuaient à demander une assurance chômage au niveau fédéral ou d'un État, sur la base des demandes de chômage réelles qui ont été traitées, quel que soit le retard qu'elles accusent encore. Et le Bureau des statistiques du travail a affirmé que le marché du travail s'est amélioré rapidement depuis avril, et qu'en juin, le chômage était tombé à 17,8 millions de personnes.

Il y a une énorme différence entre les 30,2 millions de personnes inscrites sur les listes d'assurance chômage, selon le décompte hebdomadaire des demandes de chômage du ministère du travail, et l'affirmation selon laquelle seulement 17,8 millions de personnes sont au chômage, selon le Bureau des statistiques du travail.

Ces dernières semaines, le Bureau du recensement a pesé le pour et le contre avec sa propre enquête hebdomadaire sur le pouls des ménages, qui montre que le marché du travail est toujours en très mauvais état et que la situation pourrait s'aggraver, et que la douleur s'est largement répandue dans les ménages.

Le Census Bureau ne prétend pas mesurer le nombre de chômeurs, ni le taux de chômage en soi, car cela serait en contradiction directe avec le Bureau des statistiques du travail et avec tous ceux qui citent le taux de chômage du BLS. Au lieu de cela, le Census Bureau montre sous un angle différent à quel point le chômage s'est répandu comme une sinistre réalité.

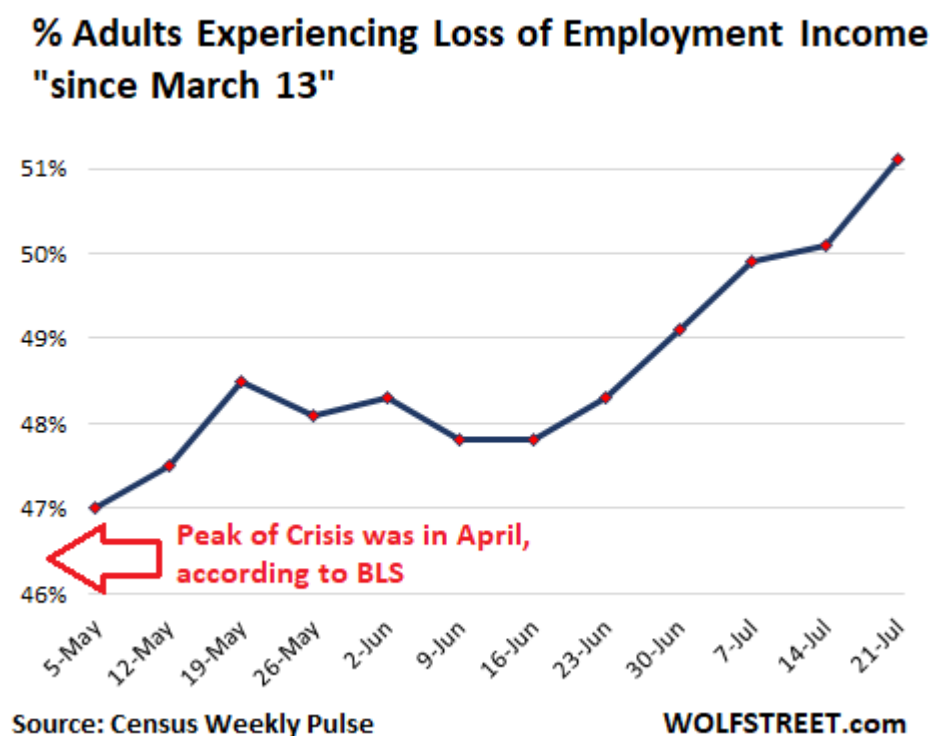
Le recensement a lancé l'enquête sur le pouls des ménages en réponse à la pandémie. Sa "Semaine 1" était basée sur les enquêtes envoyées aux ménages dans la semaine du 23 avril au 5 mai.

Cette date de début était bien avancée dans la crise. Selon le BLS, le mois d'avril a été le point culminant de la crise, et selon le BLS, la reprise du chômage a pris son envol en mai et juin. Mais ce n'était pas le cas dans les données du ministère du travail. Et ce n'était pas le cas dans les données du Bureau du recensement.

"A subi une perte de revenu d'emploi depuis le 13 mars ?"

Voici l'une des questions que le recensement pose aux ménages : "Avez-vous, ou l'un des membres de votre ménage a-t-il subi une perte de revenu d'emploi depuis le 13 mars 2020 ?" oui ou non, pour quelque raison que ce soit, pas seulement des licenciements, mais aussi la maladie, le fait de devoir s'occuper d'un parent, etc. Il ne s'agit donc pas d'une mesure du "chômage" en soi, mais de la manière dont la pandémie a touché les revenus du travail.

La dernière enquête portait sur la "Semaine 12", c'est-à-dire sur les données recueillies du 16 au 21 juillet. Elle a montré que parmi les adultes (âgés de 18 ans et plus) aux États-Unis, un pourcentage étonnant de 51,2 % avait subi une "perte de revenu du travail" pour une raison quelconque pendant la pandémie. Ce chiffre est en hausse par rapport aux 47,0 % enregistrés durant la "Semaine 1" qui s'est terminée le 5 mai :



Les personnes à faibles revenus ont été écrasées.

Par catégorie de revenu, il est clair que les travailleurs les moins bien payés ont été les plus touchés par la perte de revenu, la catégorie de revenu la plus élevée étant la moins touchée. Cette situation se répartit entre les types de professions : les travailleurs les moins bien payés dans les emplois de service de l'industrie de la restauration et de l'hôtellerie et d'autres secteurs qui ont été totalement écrasés, les emplois les mieux rémunérés étant les plus adaptés au travail à domicile :

% d'adultes ayant subi une perte de revenu d'emploi depuis le 13 mars, par catégorie de revenu :

Moins de 25 000 \$ 60,1
\$25,000 – \$34,999 58.2%
\$35,000 – \$49,999 57.3%

\$50,000 – \$74,999 51.6%
\$75,000 – \$99,999 47.2%
\$100,000 – \$149,999 45.9%
\$150,000 – \$199,999 36.5%
200 000 \$ et plus 33,0

Cette "perte de revenu d'emploi" varie selon les États, en fonction de nombreux facteurs, y compris les États qui ont été touchés tôt et durement par le virus, et les États dont certaines industries ont fermé, comme les casinos du Nevada, et les États qui ont récemment été touchés par de grandes épidémies.

Dans l'ensemble des États-Unis, pendant la semaine 12, 51,1 % des adultes ont déclaré une perte de revenu d'emploi depuis le 13 mars. Voici les 12 États les plus touchés :

Californie : 58,6 %.
New York : 58,1%.
Le Mississippi : 56.2%
Michigan : 56,0
Hawaii : 55.8
New Jersey : 55.4
Louisiane : 54,6%.
Rhode Island : 54,0
Texas : 53,5%.
Illinois : 52.5%
Oregon : 52.4%

Avez-vous fait "TOUT travail" au cours des 7 derniers jours ?

L'enquête pose la question suivante : "Pour connaître la situation actuelle du travail : "Au cours des 7 derniers jours, avez-vous fait TOUT travail, que ce soit pour un salaire ou un bénéfice ?" Oui ou non, y compris toutes sortes d'emplois et de travail indépendant. Ce qui est important ici, c'est de comparer les résultats de la semaine 12 à la semaine 1 pour voir si la situation s'est améliorée - ce qui aurait dû être le cas, d'après les données du BLS.

Hélas, tant pour la semaine 1 que pour la semaine 12, 48% ont déclaré n'avoir effectué aucun travail au cours des "7 derniers jours". Inchangé.

Mais la semaine 12 était celle des emplois d'été, et dans le groupe d'âge des 18-24 ans, cela s'est amélioré de 6 points de pourcentage, pour atteindre 45% n'ayant pas travaillé au cours des 7 derniers jours de la semaine 12. Pour les autres groupes d'âge, la situation n'était pas aussi bonne :

- Inchangé pour les 25-39 ans, à 37%.
- La situation s'est détériorée de 1 point pour les 40-54 ans, à 36 %.
- Aggravé pour les 55-64 ans de 1 point, à 46%.

Ces données du Bureau du recensement corroborent les données du ministère du travail selon lesquelles les dommages causés à l'emploi ont été énormes et généralisés, et qu'ils sont peut-être en train de se déplacer, mais que la grande reprise en mai et juin que le BLS a affirmée n'est pas encore visible dans les données en dehors des calculs fantaisistes du BLS lui-même.

Pourquoi tant de villes sont paralysées

par John Rubino ♦ 3 août 2020

La sympathie pour les maires des grandes villes américaines et leurs alliés s'évapore - généralement pour de bonnes raisons. Portland et Seattle, par exemple, semblaient prêts à donner carte blanche aux émeutiers avant d'intervenir tardivement. Et bien sûr, il y a l'incroyable citation de Chris Cuomo, le frère du gouverneur de New York : "S'il vous plaît, montrez-moi où il est écrit que les manifestants sont censés être polis et pacifiques.

Les villes les plus mal gérées paieront un prix énorme pour cette indécision lorsque les émeutiers partiront enfin mais que les commerçants et les acheteurs ne reviendront pas.

Mais comme la plupart des choses dans ce monde de plus en plus désordonné, l'histoire du maire d'une grande ville est bien plus compliquée (et peut-être plus sympathique) qu'elle ne paraît à première vue. Prenons les choses par étapes.

De nombreuses villes américaines étaient déjà vouées à la faillite

Il est facile d'oublier qu'il y a moins d'un an - lorsque l'économie nationale semblait assez forte et que les gens empruntaient et dépensaient avec abandon - le passif non provisionné de Chicago, Los Angeles, New York et d'une longue liste d'autres villes vénérables était déjà hors de contrôle et menaçait la solvabilité de ces gouvernements.

Lors de la prochaine récession et/ou de la baisse du marché des actions, les grands régimes de retraite comme le CalPers de Californie et le Teachers Pension Fund de Chicago allaient se retrouver en situation de défaut de paiement, ce qui allait faire passer les notations des obligations locales au rang de valeurs de pacotille et obliger à des coupes sombres dans les services publics. Sur DollarCollapse.com, une série de 30 épisodes intitulée Welcome To The Third World (Bienvenue dans le Tiers-Monde) décrit la détérioration des finances publiques et la façon dont elle va faire en sorte que de nombreuses villes américaines ressemblent davantage à Caracas qu'à Zurich.

Les maires des grandes villes d'aujourd'hui ne sont que les derniers d'une longue lignée de dirigeants qui ont acheté la paix sociale et les voix du secteur public en payant les enseignants, la police et les pompiers bien plus que ce qui était mathématiquement possible à long terme. Mais la façon dont le coup de pied de canette fonctionne est que les gens qui commencent le jeu sortent avec leurs représentants et leurs fortunes intactes tandis que les responsables à la fin obtiennent tout le blâme. En d'autres termes, les maires d'aujourd'hui étaient en grande difficulté, même dans un cycle économique normal.

Puis est arrivée la pandémie

Selon la personne qui pontifie, covid-19 est soit une menace mortelle pour la santé, soit une réaction excessive catastrophique de la part de gouvernements ignorants et paniqués.

Dans les deux cas, elle a entraîné des coûts de santé bien plus élevés que prévu et des recettes fiscales bien plus faibles, réduisant les budgets municipaux en miettes. L'inévitable récession de fin de cycle a donc été remplacée par son grand, méchant et terrible frère, et les villes qui étaient au bord de l'insolvabilité sont maintenant manifestement, indéniablement, ruinées.

En bref, les travailleurs publics allaient être licenciés en masse et les services réduits à une échelle que même les plus grands critiques des finances municipales ne voyaient pas venir si tôt.

Puis sont venues les émeutes

Les troubles civils de ces dernières semaines ont apparemment éclaté de nulle part - mais ils étaient en fait le résultat inévitable d'une aristocratie qui appauvissait systématiquement les gens ordinaires, combiné à un verrouillage de plusieurs mois qui empêchait des millions de personnes de payer les soins de santé ou le logement, et dans de nombreux cas la nourriture.

Un fardeau écrasant

Si l'on additionne tout cela, le résultat est une charge financière et politique écrasante pour un maire typique. Mais la nature de ces troubles civils présente un défi d'un tout autre genre - qui nous amène à la partie que vous n'aimez peut-être pas parce qu'elle exige un peu d'empathie. Réfléchissez :

La plupart des maires des grandes villes sont libéraux, ce qui n'est pas surprenant compte tenu des habitudes de vote des populations urbaines. Et pas n'importe quels libéraux, mais des libéraux purs et durs, obsédés par les droits civils, qui se souviennent (ou ont grandi sur les contes) du mouvement des droits civils des années 1960 et ont modelé leur vie politique en conséquence.

La plupart d'entre eux rêvent d'être le Martin Luther King de cette génération, menant une marche massive sur Washington qui oblige à des changements historiques dans la façon dont les plus petits d'entre nous sont traités.

Ils pensaient avoir enfin leur chance lorsque les manifestations actuelles ont éclaté, et ont joyeusement essayé de se mettre en avant, espérant sans doute non seulement l'encourager mais aussi le diriger.

C'est un objectif admirable. Mais ce n'est pas le mouvement de Martin Luther King.

Lorsque, par exemple, le maire de Portland est arrivé en s'attendant à être accueilli à bras ouverts - il était l'un d'entre eux après tout - la réaction a été légèrement différente.



Aujourd'hui, Portland et Seattle ressemblent au décor d'un film de Mad Max, et leurs maires, ainsi que beaucoup d'autres dans tout le pays, sont confrontés non seulement à des émeutes, mais aussi à une répudiation de l'œuvre de leur vie. S'ils ne sont pas des leaders des droits civils, qu'est-ce qu'ils sont ?

Cela - et non pas leur marxisme supposé dur - explique l'indécision des maires : Ils savent qu'ils sont tenus de protéger leurs petites entreprises et leurs citoyens pacifiques. Mais pour ce faire, ils doivent croiser les gens qui, jusqu'à il y a quelques semaines, définissaient la carrière politique des maires. Ils préféreraient arrêter leurs propres enfants.

En d'autres termes, les maires démocrates des grandes villes sont passés - dans leur propre esprit - de l'état de personnes parfaitement adaptées à ce moment historique à celui de personnes parfaitement inadaptées. Ils ne savent pas comment concilier l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et le travail de leur vie avec ce nouveau monde déroutant, et ils sont paralysés.

Et leurs villes - déjà vouées à la catastrophe - ne seront peut-être plus jamais les mêmes.

Éditorial: les gouvernants, les idées, les marchés n'expriment plus que le passé qui se meurt.

Bruno Bertez 4 août 2020

Les capacités intellectuelles boursières sont limitées.

Les marchés ne peuvent macher du chewing gum et marcher en même temps, ils ne sont capables que de prendre en compte une chose et une seule à un moment donné.

Ils sont plus que court-termistes, ils sont instantanéistes; soumis aux titres de dépêches. Ces titres des dépêches n'éclairent pas l'avenir. Et en ce moment ils sont braqués sur le Covid et son vaccin. C'est là que cela se passe, c'est là que se trouve l'argent facile.

Les plaques tectoniques bougent sous l'écorce des apparences et le monde entre dans une nouvelle ère, l'ère de la déglobalisation conflictuelle.

Le mouvement a commencé dès 2013 lorsque les grandes messes spectacles en « G », les G 7 et autres ont tourné en spectacles lamentables et en trompe-l'œil et faux semblants.

Le multilatéralisme de carton-pâte s'est effondré, la concertation est devenue une mascarade vide de tout dialogue, la coopération s'est réduite au sauve qui peut monétaire. Car la seule solidarité qui existait encore était celle des banques centrales, ainsi on a sauvé le Renminbi en 2015/2016 pour éviter le chaos mondial.

En passant il est un peu triste de voir qu'un président français doté d'un bagage intellectuel supérieur à la moyenne puisse être aussi aveugle et continuer de mener une politique d'adaptation de la France à la globalisation alors que celle-ci se termine.

Macron se révèle tout au long de ces derniers mois, incapable de prospective, incapable de vision, tout empêtré qu'il est dans ses promesses au Capital et dans ses démêlés narcissiques avec lui-même.

Macron gère la France d'hier, et il la gère en regardant dans le rétroviseur d'une part et au travers du prisme du capital d'autre part. Lamentable. Il est sclérosé comme un Vieux, comme un mort! Il tue le vif de la France pour satisfaire le mort, le zombi

Et vous ne voyez aucun parti, aucun syndicat, aucun intellectuel, aucune plume des médias lui expliquer que ce qu'il fait est inadapté, qu'il faut maintenant anticiper autre chose et inventer au lieu de copier ... l'échec d'un modèle qui a fait son temps, le modèle allemand.

La règle du jeu mondial change, les appareils vont se réaménager, les flux financiers aussi, les règles du jeu boursier vont changer également.

Le court terme, c'est le Covid.

Le moyen terme c'est l'économie et Trump.

Le long terme c'est le mouvement du monde; c'est le réaménagement du système mondial.

L'ordre du monde ne peut se reproduire; on a buté en 2008, on a buté en 2013 et 2016 et on bute à nouveau depuis 2018. Tout s'accélère, tout se rapproche.

Et au fil des difficultés, tous les mythes qui ont jalonné la phase historique de globalisation vont se disloquer. La pensée, la verbalisation, la mise en mots sont toujours en retard par rapport au réel. C'est le fameux développement inégal des événements, des structures, des superstructures et des infrastructures.

On pense encore le présent avec les concepts d'hier! On ressent une volonté forcée de faire en sorte que cela dure encore un peu et pour s'en convaincre il suffit de voir les gouvernements et leurs banques centrales produire à jets continus des assurances, de la fausse monnaie et du crédit pour bétonner ce qui se fissure, et pour écoper l'eau qui envahit le paquebot Titanic mondial.

Le monde de demain va peu à peu émerger, et il va faire apparaître l'ancien pour ce qu'il a toujours été, une construction de l'esprit, une illusion entretenue par des David Copperfield télévisés.

Les scénarios produits par l'imaginaire des extrapolations vont se fracasser. Toutes les fausses valeurs créées pendant cette phase vont se trouver ramenées à leur stricte valeur d'utilité et même peut-être en dessous car on exagère toujours dans les deux sens.

Les taux d'intérêt et l'actualisation qui sont censés exprimer le rapport entre le présent et le futur et ramener la valeur du futur à une valeur actuelle, ces taux sont faux et archi faux car ils ne peuvent tenir compte des dévalorisations et des destructions qui vont intervenir. Ils ne peuvent tenir compte des défauts et faillites en chaîne qui sont à venir. Le serpent va muer! Personne ne peut apprécier les destructions qui vont se révéler inéluctables. Les sinistres vont exploser car l'insolvabilité va aller de pair avec la correction des valeurs et la mise aux nouvelles normes. On commet la folie de tirer des traites sur un avenir dont on ignore tout.

Le monde va produire une nouvelle logique, un nouveau principe autour duquel il va devoir s'ordonner, des produits anciens vont donc être détruits, des fausses valeurs vont être mises à la poubelle, des institutions vont périliter dans la douleur et bien sur tout cela va fabriquer de nouvelles théories. De nouvelles visions du monde. Les théories sont toujours en retard sur l'ordre du monde.

Tout va se passer différemment et on va penser différemment

C'est, entre autres, pour cela que l'avenir ne se devine pas: l'avenir ne se pense pas comme le présent, il se met en concepts, en mots et en phrases différentes avec de nouvelles grammaires ; si vous en doutez pensez à la façon dont on voit maintenant la colonisation!

Cela fait près de vingt ans, que le mythe de la « Chine montante » et du « siècle chinois » prennent de l'ampleur.

La Chine était prisée à la fois par les fabricants américains pour sa main-d'œuvre bon marché et par les consommateurs américains pour ses prix imbattables. Véritable usine du monde, elle a mis sa population au travail acquis les savoirs faire et accumulé un trésor de guerre économique considérable.

Les mondialistes ont salué l'avènement de chaînes d'approvisionnement hautement intégrées et d'une logistique « juste à temps » qui lieraient les économies mondiales et ouvriraient la voie à la gouvernance, à la fiscalité et à l'argent d'un seul monde.

Il n'y avait qu'un seul problème avec ce récit. Il était complètement faux.

Pourquoi? Parce l'Histoire n'est pas linéaire, par ce que l'Histoire n'est pas dérivable, elle se fait de ruptures et ruptures en « effets de tout ou rien. »

Il y a des effets d'accumulation, des effets de stocks et les fétus de paille sont capables de briser le dos des chameaux, les gouttes font déborder les vases; hier on était vivant, aujourd'hui on est mort.

Le monde est discontinu, on va de rupture d'invariant en rupture d'invariant, et la pensée moderne n'en veut rien savoir, elle a banni le mouvement de l'Histoire. Elle a proclamé la fin de l'Histoire, l'éternité de sa civilisation, la toute-puissance de ses élites et les pouvoirs magiques de ses banques. La modernité est fondée sur le dérivable, la non finitude, bref elle est fondée sur la toute-puissance des Maîtres.

C'est cela la pensée bourgeoise, c'est le tonitruant: « ô temps suspend ton vol ».

La pensée bourgeoise est mécaniste, positive, rigoureusement non-dialectique, elle prolonge, elle extrapole, c'est une pensée de l'équilibre alors que le monde avance, comme vous marchez, de déséquilibres en déséquilibres et que c'est la succession des déséquilibres qui fait le mouvement.

Voilà l'indigence suprême, la pensée, le savoir, l'idéologie qui font que le mouvement lui échappe. Le mouvement ne peut, pour la bourgeoisie qu'être un cygne noir.

Tout ce qui est important échappe à la pensée moderne, aux modèles et donc aux marchés. Ce que l'intelligence humaine et surtout celle de nos PHD ont du mal à assimiler c'est la rupture de l'invariant chinois.